

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1319

9 juillet 2009

SOMMAIRE

Adleek S.A.	63307	Miralt Sicav	63269
Admy Holding S.A.	63311	Modern Properties S.A.	63308
AIG Invest (Lux)	63268	Monalux S.A.	63307
Ambilux S.A.	63267	Mumtaz S.A.	63306
Atrinity Holding S.A.	63301	Mumtaz S.A.	63306
Aurora Invest S.A.	63312	Office Park Findel F4 S.A.	63311
Baumeister-Haus Properties S.A.	63310	Opal Invest S.A.	63309
BMF Services S.A.	63302	Optimal Diversified Portfolio	63270
Bozel S.A.	63298	Piranha Snacks S.A.	63307
Brasserie-Pizzeria MATARRESE s.à r.l. ..	63308	Poirel Investments S.A.	63266
Brück Rohrverbindungen Luxembourg s.à r.l.	63310	Progress Invest S.A.	63307
Capitalium International S.A.	63267	Progress Invest S.A.	63306
Catella Property Luxembourg S.A.	63311	Queristics Europroperty Holding	63310
ColStadia S.à r.l.	63312	Queristics Finance	63310
Copper Box Holdings S.à r.l.	63308	R-Cube	63305
Dikama Holding S.A.	63309	R-Solution	63305
Estournel S.A.	63308	S.E.E. Société d'Etudes et d'Evaluations S.à r.l.	63302
Eurofield S.A.	63302	Selected Absolute Strategies	63271
Fintour S.A.	63270	Service Station Consulting S.A.	63302
Freund Invest S.A.	63309	Société d'Investissement et de Finance- ment Internationale S.A.	63301
Globexport Rako S.A.	63310	Sound Crash A.s.b.l.	63303
Golog Holding S.A.	63271	Ulysses Luxembourg S.à r.l.	63298
Hetman S.A.	63302	Ulysses Luxembourg S.à r.l.	63298
Immo-R	63305	Unicapital & Co	63306
Interinvest S.à r.l.	63273	United Investment Fund	63272
Joly Beteiligung S.A.	63308	Valley Park	63306
JPMorgan Private Bank Funds I	63268	VF (Lux)	63273
Kasex S.A.	63309	W.B.M. S.A.	63307
Landsbanki Luxembourg S.A.	63272	Weico S.A.	63267
Lootti International S.A.	63309	Whitemark S.à r.l.	63311
Martin Currie Global Funds	63269	Wimeb SA	63307
Matarrese S.à r.l.	63308	Winning Funds	63272
Match Sud S.à r.l.	63312		
Merrill Lynch Investment Solutions	63266		

Merrill Lynch Investment Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.445.

Le Conseil d'Administration convoque les Actionnaires à:

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires qui se tiendra le 27 juillet 2009 à 12.00 heures (midi), au siège social de la Société, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Entendre les rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises pour la période du 5 novembre 2007 (date de constitution) au 31 mars 2009.
2. Approuver les comptes annuels pour la période du 5 novembre 2007 (date de constitution) au 31 mars 2009.
3. Décider de l'affectation des résultats pour la période du 5 novembre 2007 (date de constitution) au 31 mars 2009 et ratifier le paiement des dividendes intérimaires pour les classes d'actions GBP A Income et GBP B Income, décidé par le Conseil d'Administration le 17 septembre 2008.
4. Donner quitus aux Administrateurs pour la période du 5 novembre 2007 (date de constitution) au 31 mars 2009.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Selon l'article 12 des statuts coordonnés datés du 22 novembre 2007 et conformément à la Loi du 10 août 1915, les décisions de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque action entière donne droit à une voix. Les procurations laissées en blanc ou nulles ne seront pas prises en compte pour le calcul des voix exprimées.

CONDITIONS A REMPLIR POUR ASSISTER A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires seront autorisés à assister à l'assemblée sur présentation d'une preuve de leur identité, à condition qu'ils aient informé la Société, à son siège social (16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / Administration "Merrill Lynch Investment Solutions" - SGSS/FAS/LUX/OPE/JUR) d'ici le 20 juillet 2009 au plus tard, de leur intention d'assister personnellement à l'assemblée; les actionnaires qui ne pourraient pas assister personnellement à l'assemblée peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix ou par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles au siège de la Société. Pour être prises en considération, les procurations, dûment complétées et signées, devront être parvenues au siège de la Société au plus tard le 20 juillet 2009.

Les personnes qui assisteront à l'assemblée en qualité d'actionnaire, seront priées de produire au Bureau de l'Assemblée un certificat de blocage des actions (qu'elles possèdent directement) dans les livres d'un agent autorisé ou dans les livres d'European Fund Services S.A. (18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg ou BP 891, L-2018 Luxembourg).

Conseil d'administration

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009077888/38.

Poirel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 106.217.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 juillet 2009 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Décharge à l'administrateur et au président du conseil d'administration démissionnaire, Monsieur Jean FELL, pour l'exercice de ses mandats.

7. Ratification de la cooptation de Madame Bénédicte REIS comme administrateur décidée par les administrateurs restants en date du 11 mars 2009 et nomination de Madame Bénédicte REIS comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
8. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009081414/29/23.

Capitalium International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 132.835.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 16 juin 2009, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le *10 août 2009* à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009081412/795/18.

Ambilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 68.114.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *29 juillet 2009* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009081413/534/15.

Weico S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 97.610.

The shareholders are hereby convened to the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on *July 30, 2009* at 3.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Management report of the board of directors and report of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2008.
3. Appropriation of results as of December 31, 2008.
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.

5. Reappointment of Mr Hans DE GRAAF as director and chairman of the board of directors until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2014.
6. Reappointment of Mrs Nancy BLEUMER as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2014.
7. Reappointment of BDO Compagnie Fiduciaire as statutory auditor until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2014.
8. Discharge to the director, Mrs Monique JUNCKER, whose mandate has expired and will not be renewed.
9. Appointment of Mr Alex LEGRAND, company director, born in Brussels (Belgium) on May 31, 1977 residing professionally in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte as director until the end of the statutory general shareholders' meeting of 2014.
10. Sundry.

The board of directors.

Référence de publication: 2009081415/29/27.

JPMorgan Private Bank Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 114.378.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of JPMorgan Private Bank Funds I the ("Company") will be held on Friday, 31 July 2009 at 12:00 noon (Luxembourg time) at the Registered Office of the Company, as set out above, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended March 31, 2009.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended March 31, 2009.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended March 31, 2009.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended March 31, 2009.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Re-election of Mr Jacques Elvinger, Mr Benoit Dumont, Mr Alain Feis and Mr Jean Fuchs to serve as Directors of the Company, until the next Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on March 31, 2010.
7. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on March 31, 2010.
8. Allocation of the results for the accounting year ended March 31, 2009.
9. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy (available from the Registered Office of the Company or from www.jpmorgan.com/assetmanagement/extra) and return it by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 29 July 2009 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000) or to your usual client adviser.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2009081417/755/34.

AIG Invest (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 66.913.

Die jährliche Hauptversammlung der Anteilhaber der AIG INVEST (LUX) wird am Gesellschaftssitz am 27. Juli 2009 um 10.00 Uhr stattfinden.

Tagesordnung:

1. Anhörung und Abnahme der folgenden Berichte:
 - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates

- b) Bericht des Wirtschaftsprüfers
2. Abnahme von Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2008/2009
 3. Beschluss über die Verwendung des Geschäftsergebnisses
 4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 2008/2009
 5. Wahl des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr 2009/2010
 6. Sonstiges

Die Anteilhaber werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Hauptversammlung kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber an der Hauptversammlung gefasst werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009081420/584/21.

Martin Currie Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 65.796.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of Martin Currie Global Funds (the "Fund") will be held on *29 July 2009*, at 11.00 a.m., at the Aerogolf Center, 1A Hoehenhof, L-1736 Senningerberg, Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. To receive and approve the report and audited financial statements for the year ended 31 March 2009.
2. To re-elect as directors:
 - Alec Emmott
 - Michael Hoare
 - Keith Falconer
 - Zvi Hoffman
 - Jan Ankarcrona
 and to approve their remuneration.
3. To approve the payment of dividends for the year ended 31 March 2009 and to authorize the Directors to declare further dividends in respect of the financial year ended 31 March 2009.
4. To elect Deloitte S.A. as auditors.
5. To ratify, confirm and discharge all actions of the directors and officers since the last annual general meeting.
6. To ratify, confirm and discharge all actions of the auditors taken within their mandate during the year ended 31 March 2009.
7. To transact such other business as may properly come before the meeting or any adjournment thereof.

Voting

Resolutions on the agenda of the Annual General Meeting may be passed without a quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Voting arrangements

In order to vote at the meeting:

- The holders of registered shares may be present in person or represented by a duly appointed proxy.
- Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A., the Administrator of the Fund, for the attention of "Domiciliary Services", by fax to +352 34 20 90 6035 and by mail, to arrive not later than 27 July 2009 by close of business in Luxembourg. Proxy forms will be enclosed with this notice sent to registered shareholders and are available at the registered office of the Fund.

The Board of Directors [...] July 2009.

Référence de publication: 2009081418/755/38.

Miralt Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 82.482.

As the Annual General Meeting could not vote on the items of the agenda, the shareholders are hereby invited to attend the

SECOND ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office on *10 August 2009* at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and the Independent Auditor
2. Approval of the annual accounts as at December 31, 2008 and the allocation of the results
3. Directors fees
4. Discharge to be granted to the Directors
5. Statutory appointments
6. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

In order to attend this meeting, the bearer shareholders have to deposit their shares at least one business day before the meeting with KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009081419/755/22.

Fintour S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 79.499.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *21 juillet 2009* à 9.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2007 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires et obligataires déposeront leurs actions et/ou obligations, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009074908/693/21.

Optimal Diversified Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 70.595.

The shareholders of Optimal Diversified Portfolio are invited to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company that will be held at 52, route d'Esch in L-1470 Luxembourg, on the *20 July 2009* at 2.30 p.m. in order to approve the change of the composition of the Board of Directors of the Company.

More specifically,

Agenda:

1. Revocation of Mr Philippe Gusbin, Mr Paul Suttor, Mr Dirk Andriaenssens, Mr Georges Wolff as directors of the Company.
2. Discharge to the members of the Board of Directors in respect of the performance of their duties until the date of the convened General Meeting that shall deliberate legitimately.
3. Appointment of Mr Michel Van Elk, Mr Jonathan Attack, Mr David Eckert, Mr Maurice Hannon, Mr Jan Straatman, Mrs Maaïke van Meer as directors of the Company until the Annual General Meeting which will approve the accounts of the fiscal year ended in 2010.

This proposal of change of the composition of the Board of Directors of the Company is the consequence of an internal reorganisation and is linked to strategic decisions within the ING Group.

Bearer shares and proxies must be deposited at the headquarters or branch offices of ING Bank at least five clear days before the Meeting.

The Meeting may deliberate upon issues on the agenda legitimately if and when the shareholders attending the Meeting or being represented account for at least half of the share capital. If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened on 24 August 2009 at 2.30 p.m. The second General Assembly shall deliberate legitimately on the agenda, no matter how much capital is present or represented.

Decisions at this second Meeting may be adopted by a two third majority of the votes that are present or represented, without quorum requirements.

A new prospectus modified to reflect these changes will be available at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009077071/584/31.

Selected Absolute Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 63.046.

The shareholders of Selected Absolute Strategies are invited to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company that will be held at 52, route d'Esch in L-1470 Luxembourg, on the 20 July 2009 at 2.45 p.m. in order to approve the change of the composition of the Board of Directors of the Company.

More specifically,

Agenda:

1. Revocation of Mr Philippe Gusbin, Mr Paul Suttor, Mr Rik Vandenberghe, Mr Georges Wolff as directors of the Company.
2. Discharge to the members of the Board of Directors in respect of the performance of their duties until the date of the convened General Meeting that shall deliberate legitimately.
3. Appointment of Mr Michel Van Elk, Mr Jonathan Attack, Mr David Eckert, Mr Maurice Hannon, Mr Jan Straatman, Mrs Maaïke van Meer as directors of the Company until the Annual General Meeting which will approve the accounts of the fiscal year ended in 2010.

This proposal of change of the composition of the Board of Directors of the Company is the consequence of an internal reorganisation and is linked to strategic decisions within the ING Group.

Bearer shares and proxies must be deposited at the headquarters or branch offices of ING Bank at least five clear days before the Meeting.

The Meeting may deliberate upon issues on the agenda legitimately if and when the shareholders attending the Meeting or being represented account for at least half of the share capital. If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened on 24 August 2009 at 2.45 p.m. The second General Assembly shall deliberate legitimately on the agenda, no matter how much capital is present or represented.

Decisions at this second Meeting may be adopted by a two third majority of the votes that are present or represented, without quorum requirements.

A new prospectus modified to reflect these changes will be available at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009077072/584/31.

Golog Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelast, 34, Ilôt du Château.

R.C.S. Luxembourg B 93.298.

L'ASSEMBLEE

des actionnaires(*) se tiendra le 16 juillet 2009 de 9h30 à 12.30 heures à l'Hôtel Mercure, rue Albert Caquot F-06560 Valbonne Sophia Antipolis (France) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration pour l'année 2008.
2. Présentation et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2008.
3. Affectation du résultat réalisé au cours de l'année 2008 et perspectives d'avenir.
4. Présentation des prévisions pour l'année 2009 et perspectives d'avenir.
5. Divers.

(*) Réunion réservée aux actionnaires ayant confirmé leur présence avant le 12 juillet 2009 accompagné d'une attestation de détention de titres de leur dépositaire de moins de 2 mois à "Golog France" - 200, route des lucioles - Les Algorithmes A - F-06901 Sophia Antipolis ou à l'adresse électronique: aggolog2008@golog.net

Référence de publication: 2009077508/772/18.

Winning Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.249.

The shareholders of Winning Funds are invited to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company that will be held at 52, route d'Esch in L-1470 Luxembourg, on the 20 July 2009, at 3.00 p.m. in order to approve the change of the composition of the Board of Directors of the Company.

More specifically,

Agenda:

1. Revocation of Mr Philippe Gusbin, Mr Paul Suttor, Mr Cedric Roland-Gosselin, Mr Georges Wolff as directors of the Company.
2. Discharge to the members of the Board of Directors in respect of the performance of their duties until the date of the convened General Meeting that shall deliberate legitimately.
3. Appointment of Mr Michel Van Elk, Mr Jonathan Attack, Mr David Eckert, Mr Maurice Hannon, Mr Jan Straatman, Mrs Maaïke van Meer as directors of the Company until the Annual General Meeting which will approve the accounts of the fiscal year ended in 2010.

This proposal of change of the composition of the Board of Directors of the Company is the consequence of an internal reorganisation and is linked to strategic decisions within the ING Group.

Bearer shares and proxies must be deposited at the headquarters or branch offices of ING Bank at least five clear days before the Meeting.

The Meeting may deliberate upon issues on the agenda legitimately if and when the shareholders attending the Meeting or being represented account for at least half of the share capital. If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened on 24 August 2009 at 3.00 p.m.

The second General Assembly shall deliberate legitimately on the agenda, no matter how much capital is present or represented.

Decisions at this second Meeting may be adopted by a two third majority of the votes that are present or represented, without quorum requirements.

A new prospectus modified to reflect these changes will be available at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009077074/584/32.

United Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 67.577.

DISSOLUTION

Il résulte des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 27 mai 2009, que la clôture de la liquidation a été prononcée, et que le dépôt des livres sociaux pendant une période de cinq ans auprès du liquidateur BNP Paribas Asset Management Luxembourg S.A., 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange a été ordonné.

Pour extrait conforme

Pour United Investment Fund

BNP PARIBAS ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2009080046/15.

(090095271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2009.

Landsbanki Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 85-91, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 78.804.

Par jugement commercial du 29 juin 2009, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 15^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale a:

- complété le mode de liquidation de LANDSBANSKI LUXEMBOURG S.A. déterminé suivant le jugement de liquidation du 12 décembre 2008, comme suit:
 - dit qu'à défaut d'un taux publié par la Banque centrale européenne pour le change ISK/euro au jour du 12 décembre 2008, la conversion des ISK en euro devra se faire à un cours moyen fixé à 230 ISK/euro,
 - en ce qui concerne l'article 508 du Code de commerce dit que les créanciers qui ne font pas le dépôt de leur déclaration de créance au greffe avant le ou les arrêtés de comptes ne seront pas pris en considération lors du dividende à venir, mais seront dispensé de faire la preuve d'avoir été dans l'impossibilité de faire leur déclaration entre le 12 décembre 2008 et la date fixée pour l'arrêté respectivement les arrêtés de comptes pour être en droit, de rattraper sur l'actif non réparti les dividendes afférents à leur créance dans la première répartition,
 - déclaré applicable l'alinéa 1 de l'article 499 du Code de commerce suivant lequel la déclaration de créance contiendra pour tout créancier non domicilié dans la commune où siège le tribunal élection de domicile dans cette commune et que le liquidateur pourra valablement faire procéder à toutes significations au domicile élu et non au domicile réel des créanciers produisant,
 - dit que les avoirs détenus à titre fiduciaire par la LANDSBANKI LUXEMBOURG SA, pourront être revendiqués jusqu'au 31 décembre 2009 et que passée cette date, le liquidateur, à défaut de revendication, les fera transférer à la Caisse des consignations après déduction des frais,
 - ordonné l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant toutes voies de recours,
 - mis les frais de la présente décision à la charge de LANDSBANKI LUXEMBOURG S.A. en liquidation,
 - dit que le jugement à intervenir sera publié par extraits au Mémorial C, recueil spécial des sociétés et associations et dans les journaux Luxemburger Wort, Tageblatt, Financial Times, Le Monde, El Pais et « Morgunblaðið » dans les 8 jours de son prononcé conformément à l'article 61 (12) de la loi modifiée sur le secteur financier.

Pour la société en liquidation

Yvette HAMILIUS

Le liquidateur

Référence de publication: 2009081157/33.

(090099719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2009.

Interinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 29.622.

Constituée par-devant M^e Marthe Thyès-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 décembre 1988, acte publié au Mémorial C n° 90 du 7 avril 1989.

Le bilan au 31 décembre 1989, enregistré à Luxembourg le 25 mai 1990, vol. 412, fol. 33, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 31 mai 1990.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Interinvest S.à r.l.

FIDEM

Signature

Référence de publication: 2009081219/260/15.

(11757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 1990.

VF (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 146.724.

STATUTES

In the year two thousand nine, on the eighteenth day of June.

Before us Maître Gérard Lecuit, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Lombard Odier Darier Hentsch (Jersey) Limited, a company incorporated under the laws of Jersey with registered office at No. 1 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 8YJ, Channel Islands,

hereby represented by Ms Xenia Thomamüller, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 9 June 2009, which will remain annexed to the present deed.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms between itself.

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company ("Société Anonyme") qualifying as a "société d'investissement à capital variable" ("Sicav") under the name VF (Lux) (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to Part I of the Law dated 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of 20th December 2002 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendment thereof (the "Law"). The Company is a self-managed investment company according to the Law and is authorised to delegate to third parties one or several of its own functions.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors (the "Board" or the "Directors").

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be expressed in Swiss Francs ("CHF") and shall be represented by shares of no par value (the "Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined hereafter.

The minimum capital of the Company shall be not less than the equivalent in CHF of Euro 1,250,000(EUR).

The Board is authorised without limitation to issue Shares at any time at an offer price per Share (the "Offer Price") of the relevant class and category of Shares, as defined in Article 24, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized director of the Company (a "Director") or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such Shares.

When or before issuing a Share, the Board shall determine the class of Shares ("Fund") by reference to which a Share shall be designated and the Shares shall be divided into classes by reference to the Fund to which they have been allocated. Notwithstanding the fact that the capital of the Company is expressed in CHF any sum payable on or in relation to a Share (including but not limited to the offering and redemption price) shall be calculated and payable in the currency which the Board shall either generally or in relation to a particular class determine.

The Board has the power to issue in relation to any Fund Shares in the form of Accumulative Shares (category "A" Shares) and Distribution Shares (category "D" Shares). An Accumulation Share is a Share of any Fund which does not entitle the holder thereof to receive dividends declared on the Shares of that Fund but which does increase in value by reference to the amount which is otherwise distributed by way of dividend on all other Shares. A Distribution Share is a Share of any Fund which does entitle the holder thereof to receive dividends declared on the Shares of that Fund.

The Board has the power within each Fund, to issue Shares of several categories which may differ inter alia, in respect of their dividend policy, charging structures, hedging policies, investment minima, investor eligibility or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board may decide to issue. The Board may decide if and from what date Shares of any such categories shall be offered for sale, those Shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board.

Where the context so requires, references in these Articles to classes shall mean references to such categories.

Art. 6. The Directors may issue Shares in registered form ("Registered Shares") or in bearer form ("Bearer Shares") in respect of each class and category of Shares.

In the case of Bearer Shares, certificates will be in such denominations as the Board shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange into Registered Shares, no cost will be charged to him in relation to such exchange. Registered shareholders may obtain Share certificates relating to their share holding. The Company may at its election charge customary charges in that respect. If a shareholder does not elect to obtain Share certificates, he will receive in lieu thereof a confirmation of his share holding.

Share certificates shall be signed by two Directors or by a Director and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual or printed or by facsimile. The signature of the authorised

official shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive Share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his share holding.

Payments of dividends, if any, will be made in respect of Registered Shares, to the holders of Shares, at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Directors in writing and, in respect of Bearer Shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

All issued Shares of the Company other than Bearer Shares shall be recorded in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of Registered Shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number, class and category of Shares held by him. Every transfer of a Share other than a Bearer Share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Directors for registering any other document relating to or affecting the title to any Share.

The Company shall be free of all responsibility or liability to third parties in dealing with such Shares and shall be justified in considering any right, interest or claim of any other person in or upon such Shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which it might properly have to demand the registration of a change in the registration of Registered Shares.

Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

Transfer of Bearer Shares shall be effected by delivery of the relevant Bearer Share certificates with all unmatured coupons attached thereto. Transfer of Registered Shares shall be effected by way of a notice of the transfer to be entered in the Register of Shareholders of the Company by such shareholder.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of Shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that the shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a Share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. In the case of Bearer Shares, only certificates evidencing full Shares are issued.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the customary charges incurred in issuing a duplicate or a new Share certificate in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the ownership of Shares by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement or if, as a result of the person owning such Shares the Company would suffer taxation or other pecuniary disadvantage which it would not otherwise do or, if the Board so decides and discloses in the current prospectus hereof, a United States Person as defined hereinafter (altogether defined as "Restricted Person") and for such purpose the Company may:

(a) decline to issue any Share or to register any transfer of Shares where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the Register to furnish it with any information which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a Restricted Person, and

(c) where it appears to the Company that any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsorily redeem from such shareholder all Shares held by him in the following manner:

(1) the Company shall serve a notice (hereinafter called the "Purchase Notice") upon the shareholder appearing in the Register as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place where the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may

be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to the shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in the Purchase Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register;

(2) the price at which the Shares specified in any Purchase Notice shall be purchased (herein called "the Purchase Price") shall be an amount equal to the per Share Net Asset Value, determined in accordance with Article 23 hereof;

(3) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares in CHF, except during periods of currency exchange restrictions with respect thereto, and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner upon surrender of the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the person appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) upon effective surrender of the Certificate or Certificates as aforesaid;

(4) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any Restricted Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "United States Person" or "U.S. Person" shall mean a citizen or resident of the United States of America, a partnership organised or existing in any state, territory or possession of the United States of America, a corporation organised under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources without the United States is not allowable in gross income for the purposes of computing United States income tax payable by it.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company or of a class or category of Shares shall represent the entire body of shareholders of the Company or the class or category of Shares as the case may be. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company or the class or category of Shares as the case may be regardless of the number of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in February at 11 a.m.. If such day is not a bank business day in Luxembourg the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

For any decisions affecting the rights of the shareholders of a specific class, a separate class meeting may be convened for which no quorum is required and resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast, unless otherwise required by law or these Articles.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders provided the Company shall not be bound to evidence the accomplishment of such notice, if the convening notice is as well published in accordance with Luxembourg law.

As long as Bearer Shares are in issue notice shall, in addition, be published in the Mémorial - Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board may decide.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare themselves to be fully informed of its agenda, the meeting may be held without notice or publicity having been given or made.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

Subject as provided below, the Directors shall be elected by the shareholders at the annual general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and have accepted such appointment or, if later, ending at the date of such election and acceptance, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. In the event of vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect by way of co-optation, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

At least 7 days' previous notice in writing shall be given to the Company of the intention of any shareholder to propose any person other than a retiring Director for election to the office of Director and such notice shall be accompanied by notice in writing signed by the person to be proposed confirming his willingness to be appointed; PROVIDED ALWAYS that if the shareholders present at a general meeting unanimously consent, the chairman of such meeting may waive the said notices and submit to the meeting the name of any person so nominated.

At a general meeting of the shareholders a motion for the appointment of two or more persons as Directors of the Company by a single resolution shall not be made unless a resolution that it shall be so made has been first agreed to by the meeting without any vote being given against it.

Art. 14. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another Director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex or telefax message. Any Director may also participate in the Board meeting by video conference or any other telecommunication means allowing for his identification and effective participation in the meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of Directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event of a tie the chairman shall have a casting vote. No meeting will be validly held if the majority of the Directors present or represented at that meeting are persons resident in the United Kingdom.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by telex, telegram or telecopier message (in each such case confirmed in writing) by all the Directors.

The Board from time to time may appoint or designate the officers of the Company, including, Executive Directors, General Managers, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment or designation may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the person who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall have the power to do all things on behalf of the Company which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for investments based on the principle of spreading of risks,

subject to such investment restrictions as may be imposed by the Law or by regulations or as may be determined by the Board.

The Board has, in particular, power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not effect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolution of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of Shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments, units of UCITS authorised according to Directive 85/611/EEC and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 85/611/EEC, deposits with credit institutions, financial derivative instruments and all other permitted assets such as referred to in Part I of the 2002 Law.

Such assets comprise but are not limited to:

(i) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in an Eligible State (an "Official Listing"); and/or

(ii) transferable securities and money market instruments dealt in another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public in an Eligible State (a "Regulated Market"); and/or

(iii) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to an Official Listing or a Regulated Market and such admission is achieved within a year of the issue

(for this purpose an "Eligible State" shall mean a member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development ("OECD") and all other countries of Europe, the American Continents, Africa, Asia, the Pacific Basin and Oceania).

(iv) money market instruments other than those admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market, which are liquid and whose value can be determined with precision at any time, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State of the European Union ("Member State"), the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or

- issued by an undertaking, any securities of which are admitted to an Official Listing or dealt in on Regulated Markets referred to in items (i) and (ii) above, or

- issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community Law, or

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second and the third indents and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least ten million euros (EUR 10.000.000) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with the fourth directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may also invest in transferable securities and money market instruments other than those referred to in items (i) to (iv) above provided that the total of such investment shall not exceed 10 percent of the net assets attributable to any Sub-Fund.

(v) units of undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") authorised according to Directive 85/611/EEC, as amended, and/or other undertakings for collective investment ("UCI") within the meaning of Article 1, paragraph (2) first and second indents of Directive 85/611/EEC, should they be situated in a Member State or not, provided that:

- such other UCIs are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unit-holders in the other UCIs is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC, as amended;

- the business of the other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10% of the UCITS' or the other UCIs' assets (or of the assets of the relevant sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different compartments is ensured in relation to third parties), whose

acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs.

No subscription or redemption fees may be charged to the Company if the Company invests in the units of other UCITS and/or other UCIs that are managed, directly or by delegation, by the Investment Manager or by any other company with which the Investment Manager is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding.

The Sub-Funds may hold up to 10% of their net assets in units of UCITS or other UCIs, unless otherwise provided for in the prospectus of the Company.

(vi) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than twelve months, provided that the credit institution has its registered seat in a Member State or, if the registered seat of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(vii) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, admitted to an Official Listing or dealt in on a Regulated Market referred to in items (i) and (ii) above; and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (i) to (vi), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Sub-fund may invest in accordance with their investment policies,
- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF, and
- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company' initiative.

Financial derivatives transactions may be used as part of the investment strategy or for hedging purposes of the investment positions or for efficient portfolio management.

The Company may invest up to a maximum of 20 per cent of the net assets of any Sub-Fund in equity and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the given Sub-Fund is to replicate the composition of a certain equity or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- the composition of the index is sufficiently diversified,
- the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers,
- it is published in an appropriate manner.

This limit is 35% where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

The Company may invest up to a maximum of 35 per cent. of the net assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, by another Eligible State or by public international bodies of which one or more Member States are members.

The Company may invest up to 100 per cent. of the net assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or by any other member State of the OECD or by a public international body of which one or more Member State(s) are member(s), provided the relevant Sub-Fund holds securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30 per cent of the total net assets of such Sub-Fund.

In order to reduce operational and administrative charges while allowing a wider diversification of the investments, the Board may decide that part or all of the assets of the Company will be co-managed with assets belonging to other collective investment schemes or that part or all of the assets of any Funds will be co-managed among themselves.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. These rules do not apply when the Board votes on transactions, in which any Director may have any personal interest, if they are concluded in the ordinary course of business at arm's length.

The term "personal interest", as used in the preceding sub-paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Valiant Privatbank AG or any direct or indirect affiliate of it or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signatures of any two Directors or by the joint signatures of any Director and any person to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The general meeting of shareholders of the Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by the Law.

Any shareholder may request conversion of the whole or part of his Shares of the relevant category corresponding to a certain Fund into Shares of the same category of another Fund based on a conversion formula as determined from time to time by the Board and disclosed in the current prospectus of the Company, provided that the Board may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, and may decide that conversion from or into certain Funds is not authorized as it shall determine and disclose in the current prospectus. Shareholders may convert Shares of one category into Shares of another category of the relevant Fund or of another Fund, as long as all the conditions to subscribe in the new category are met.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company subject to such minimum redemption amounts that may be determined by the Board and disclosed in the current prospectus and provided that the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day (as hereafter defined) more than 10 per cent. of the number of Shares relating to any class then in issue.

In case the residual value of Shares held by an investor in the Company or in any one Fund or category of Shares as the Board may decide, falls below an amount, as the board of directors may from time to time determine and disclose in the prospectus, following a redemption or a conversion request, the Company may redeem or convert the remaining holding of the investor.

The Company will not be bound to redeem on any Valuation Day more than 10 per cent of the number of Shares relating to any Fund in issue on such Valuation Day. In case of deferral of redemptions the relevant Shares shall be redeemed at the Net Asset Value per Share prevailing at the date on which the redemption is effected.

Excess redemptions will be deferred to the next Valuation Day when they shall be dealt with as a priority.

In case of redemption requests on any Valuation Day for more than 10 per cent of the number of shares relating to any Fund, the Company may elect to sell assets of that Fund representing, as nearly as practicable, the same proportion of the Fund's assets as the shares for which redemption applications have been received compared to the total of shares then in issue. If the Company exercises this option, then the amount due to the shareholders who have applied to have their shares redeemed, will be based on the Net Asset Value per Share calculated after such sale or disposal. Payment will be made forthwith upon the completion of the sales and the receipt by the Company of the proceeds of sale in a freely convertible currency.

In case of redemption requests on any Valuation Day for more than 10 per cent of the number of shares relating to any Fund, the Company shall not be bound to redeem on any Valuation Day or in any period of seven consecutive Valuation Days more than 10 per cent of the number of Shares of any Fund in issue on such Valuation Day or at the commencement of such period. Redemption may accordingly be deferred for not more than seven Valuation Days after the date of receipt of the redemption request (but always subject to the foregoing limits). In case of deferral of redemptions the relevant Shares shall be redeemed at the Net Asset Value per Share on the Valuation Day on which the request is executed.

At the shareholders' request, the Company may elect to make an in specie distribution, having due regard to all applicable laws and regulations and to all shareholders' interest.

For this purpose conversions are considered as redemptions.

The Redemption Price shall be paid normally within 5 business days after the relevant Valuation Day or on the date the share certificates (if issued) have been received by the Company, if later, and shall be based on the Net Asset Value per Share determined in accordance with the provisions of Article 23 hereof less notional dealing costs, if any, and less a redemption charge as may be decided by the Board from time to time.

Payment of redemption proceeds may, in respect of redemptions in an Emerging Markets Fund, be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Company's control which make it impossible to transfer the redemption proceeds to the country where the redemption was requested.

If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the class of Share being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter, but without interest.

Any such request must be filed or confirmed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares. The certificate or certificates for such Shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the Redemption Price may be paid.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 22. The net asset value per Share (the "Net Asset Value") and the Offer and Redemption Prices of Shares of any class shall be determined by the Company not less than twice monthly, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day"), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg be a Valuation Day.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value, and the issue, redemption and conversion of the Shares of the relevant class:

(a) during any period when any market or stock exchange, which is the principal market or stock exchange on which a material part of a Fund's investments for the time being are quoted, is closed, otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings are substantially restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of the Company's assets attributable to any Fund is not reasonably practical;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any Fund or the current prices on any market or stock exchange,

(d) during any period when remittance of moneys which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for, any of the investments attributable to any Fund is not possible;

(e) during any period where in the opinion of the Directors there exist unusual circumstances where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing with Shares of any Fund;

(f) upon publication of notice convening the general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company;

(g) upon decision taken by the Board to liquidate a Fund, on the day indicated in the notice, given in accordance with Article 27 of these Articles.

The Company shall suspend the issue, conversion and redemption of Shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation.

Shareholders having requested redemption of their Shares shall be notified of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

The suspension as to any class will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue, conversion and redemption of the Shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of each Share shall be expressed in the reference currency of each class and/or category as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the class and/or category, being the value of the assets of the Company corresponding to such class and/or category less the liabilities of the Company corresponding to such class and/or category, by the number of outstanding Shares in such class and/or category.

To the extent that the Directors consider that it is in the best interests of shareholders, taking into account factors including the prevailing market conditions, the level of subscriptions and redemptions in a particular Fund and/or the size of the Fund, the Net Asset Value of a Fund may be adjusted to reflect the estimated dealing spreads, costs and charges to be incurred by the Fund in liquidating or purchasing investments to satisfy the net transactions on a particular Valuation Day.

The valuation of the Net Asset Value of Shares shall be made in the following manner:

A. The assets in each class of the Company shall be deemed to include:

(a) all cash in hand, receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscriptions rights, warrants and other investments and securities belonging to the Company;

(d) all units / shares in undertaking for collective investment and any other securities belonging to the Company;

(e) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation by fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(f) all accrued interest on any interest-bearing securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal amount of such security;

(g) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and

(h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2) portfolio securities which are listed on an official stock exchange or traded on another Regulated Market will be determined on the basis of the last available price on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the Directors, or on the previous day closing price, as will be specified in the prospectus for each Fund and/or assets category. If such prices are not representative of their fair value, such securities, as well as any of the portfolio securities which are not so listed and all other investments including permitted financial futures contracts and options, will be valued on the reasonable foreseeable sales prices determined prudently in good faith by and under the direction of the Directors;

(3) any assets or liabilities in currencies other than reference currency of the relevant class or category will be converted into such currency using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

(4) units / shares in undertaking for collective investment shall be valued at their last available net asset value.

B. The liabilities in any class of the Company shall be deemed to include:

(a) all borrowings, bills and other amounts due;

(b) the fees of the Investment Manager, fees of the Registrar, Transfer and Domiciliary Agent, fees of any other service provider to the Company and any officers appointed by the Company; other operational costs including, but not limited to, costs of buying and selling underlying securities, transactions fees and correspondent bank charges relating to delivery, receipt of securities or to foreign exchange transactions, government charges, fees of its legal and tax advisers in Luxembourg and abroad, auditing fees, interest, reporting expenses, costs related to the registration and maintaining the registration in foreign jurisdictions (including translation costs and remuneration of Foreign Representatives), costs related to distribution of Shares through local clearing systems when according to local practice such costs are supported by the Company, publication of Offer and Redemption Prices, distribution of interim and annual reports, postage, telephone and telex, Directors and officers insurance cover, reasonable marketing and promotional expenses;

(c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared, if any, but unpaid;

(d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind due towards third parties.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Company may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. For the purpose of valuation under this Article:

(a) Shares to be redeemed under Article 21 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class or category shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange of such reference currency in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

D. The Board shall establish a portfolio of assets for each Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of Shares in each Fund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the portfolios pro rata to the Net Asset Values of each portfolio;

(e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Shares in any Fund, the Net Asset Value of such Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

(f) if there have been created, as provided in Article 5, within a class, categories of Shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such categories.

Art. 24. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be based on the Net Asset Value per Share of the relevant class and category, as herein above defined, increased by notional dealing costs, if any, and by a subscription fee (if and to the extent the Directors so decide) and any remuneration to agents active in the placing of the Shares shall be paid out of the sales charge (which shall not exceed such amount as may be permitted by all applicable laws), added thereto. The price so determined (the "Offer Price") shall be payable within a period as determined by the Directors which shall not exceed 4 business days after the date on which the Shares were allotted.

The Offer Price may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board, consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25. The accounting year of the Company shall begin on the first day of October of each year and shall terminate on the last day of September of the following year.

The accounts of the Company shall be expressed in CHF.

Art. 26. The meeting of shareholders of the relevant classes or categories shall, upon the proposal of the Board in respect of each class and category of shares, determine how the annual results shall be disposed of. The results of the Company may be distributed, subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Dividends may further, in respect of Distribution Shares in any class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of such Distribution Shares, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in amount calculated by reference to the accrued income attributable to such Distribution Shares.

Interim dividends may be paid out on the shares of any class and category upon decision of the Board.

Whenever a dividend is declared on a Distribution Share an amount corresponding thereto shall be attributable to each Accumulation Share of that class.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class of shares is expressed or, exceptionally in such other currency as selected by the Board and shall be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Art. 27.

(a) The Company can be liquidated by a shareholders' decision in accordance with the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies.

(b) In the event that the Net Asset Value of the Company falls below 100 million CHF or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economical, political or tax situation affecting the Company, or if the Board deems it to be in the best interests of the shareholders, the Board may, by giving notice to all holders of Shares, redeem on the Valuation Day indicated in such notice all (but not some) of the Shares not previously redeemed, at the Net Asset Value without any dealing or redemption charges. The Directors shall, after the end of the notice period, forthwith convene an extraordinary shareholders' meeting to appoint a liquidator to the Company.

(c) In the event that the Net Asset Value of any particular Fund falls below 50 million CHF or the equivalent in the reference currency of a Fund, or if a redemption request is received that would cause any Fund's assets to fall under the aforesaid threshold, or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economic, political or tax situation affecting the relevant Fund or if the Board deems it to be in the best interest of the shareholders concerned, the Board may, after giving notice to the shareholders concerned, redeem all (but not some) of the Shares of that Fund on the Valuation Day provided in such notice at the Net Asset Value without any dealing or redemption charges, or after giving one month's prior notice to the shareholders concerned (during which shareholders may redeem their Shares without any dealing or redemption charge), merge that Fund with another Fund of the Company or with another Luxembourg UCITS submitted to Part I of the Law.

(d) Termination of a Fund with compulsory redemption of all relevant Shares or its merger with another Fund of the Company, or with another Luxembourg UCITS submitted to Part I of the Law, in each case for other reasons than set out in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval by the shareholders of the Fund to be terminated or merged at a duly convened general meeting of the Fund concerned which may be validly held without quorum and decided by a simple majority of the Shares present or represented and, in the case of a merger of Funds, upon one month's prior notice (during which shareholders may redeem their Shares without any dealing or redemption charge).

In the case of a merger with a fonds commun de placement, the decision will be binding only on those shareholders having voted in favour of the merger.

Liquidation proceeds not claimed by shareholders at the close of liquidation of a Fund will during six months be held at the Custodian and will thereafter be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and shall be forfeited after thirty years.

(e) The provision for anticipated realisation and liquidation costs will be accounted for in the Net Asset Value from such date as may be defined by the Board and at the latest on the date of dispatch of the notice mentioned sub b), sub c) and sub d)

Art. 28. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August, 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Law.

Transitory Provisions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the company and end on 30 September 2009.

The annual general meeting shall be held for the first time on the day, time and place as indicated in the articles of incorporation in 2010.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid in
Lombard Odier Darier Hentsch (Jersey) Limited	€ 31,000.-	31	€ 31,000.-
TOTAL	€ 31,000.-	31	€ 31,000.-

These shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of thirty-one thousand euro (€ 31,000.-) is as of now at the free disposal of the company, as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions enumerated in article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organization are estimated at approximately four thousand Euro (€ 4,000.-).

Extraordinary General Meeting:

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1) The following have been elected as directors, their mandate expiring at the issue of the annual general meeting to be held in 2010:

- Mr Yvar Mentha (Executive Vice President, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Geneva), born in Geneva, Switzerland, on 27 October 1962 with professional address at 11 rue de la Corraterie, CH-1204 Geneva, Switzerland, who is elected Chairman of the Board of Directors;

- Mr Alexandre Meyer (Executive Vice President, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Geneva), born in Geneva, Switzerland on 14 November 1971, with professional address at 11 rue de la Corraterie, CH-1204 Geneva, Switzerland;

- Mr Jean-Claude Ramel (Independent Director, London), born in Chateau d'Oex, Switzerland on 2 January 1962, with professional address at 148 Addison Gardens, London W14 0DS, England;

- Mr Patrick Zurstrassen (Independent Director, Luxembourg), born in Liège Belgium on 27 May 1945, with professional address at 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Martin Gafner (Valiant Privatbank AG, Berne), born in Berne on 24 January 1961, with professional address in Bundesplatz 4, 3001 Berne, Switzerland.

2) The following have been appointed as independent auditor. Their mandate shall expire at the issue of the annual general meeting to be held in 2010:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, RCS Luxembourg B 65 477.

3) The registered office of the Company is fixed at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at request of the above-named person, this deed is written in

English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the said person, whom is known to the notary by the surname, first name, civil status and residence, the said person appearing before the Notary signed together with the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausendneun, den achtzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Gérard Lecuit, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Lombard Odier Darier Hentsch (Jersey) Limited, eine in Jersey gegründete Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in No 1 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 8YJ, Channel Islands,

vertreten durch Frau Xenia Thomamüller, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt am 9. Juni 2009, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt bleibt.

Vorgenannte Person hat im Rahmen ihrer Vertretungsvollmacht den Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Zwischen den Zeichnern und künftigen Aktionären besteht eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft ("Société Anonyme"), welche die Voraussetzungen einer "Société d'Investissement à Capital Variable" ("SICAV") erfüllt, unter dem Namen VF (Lux) (die "Gesellschaft").

Art. 2. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Dauer errichtet.

Art. 3. Der ausschliessliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Mittel in übertragbare Wertpapiere aller Art und in alle anderen zulässigen Vermögenswerte, auf die in Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere Bezug genommen wird, mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Erträge der Verwaltung ihres Anlagevermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft ist befugt, alle Massnahmen zu ergreifen und Geschäfte zu tätigen, die nach ihrem Ermessen für die Erreichung und Umsetzung ihres Gesellschaftszwecks erforderlich sind, soweit dies das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschliesslich nachfolgender Ergänzungen und Änderungen (das "Gesetz") zulässt. Die Gesellschaft ist eine selbstverwaltete Investmentgesellschaft im Sinne des Gesetzes und berechtigt, eine oder mehrere ihrer Funktionen an Dritte zu delegieren.

Art. 4. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg errichtet. Zweigniederlassungen oder sonstige Sitze können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrats (der "Verwaltungsrat") errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass aussergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse eingetreten sind bzw. der Eintritt solcher Ereignisse unmittelbar bevorsteht, durch die der normale Geschäftsbetrieb am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder die ungehinderte Kommunikation zwischen diesem Sitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigt werden könnte, so kann der eingetragene Sitz bis zur vollständigen Behebung dieser aussergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; eine solche vorübergehende Massnahme wirkt sich nicht auf die Nationalität der Gesellschaft aus, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist in Schweizer Franken (CHF) ausgedrückt, wird durch nennwertlose Aktien (die "Aktien") belegt und entspricht jederzeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft, wie nachstehend definiert.

Das Mindestkapital der Gesellschaft soll nicht den Gegenwert in CHF von Euro (EUR) 1'250'000 unterschreiten.

Der Verwaltungsrat hat das uneingeschränkte Recht, jederzeit Aktien zu einem Ausgabepreis je Aktie der jeweiligen Klasse und Kategorie von Aktien, wie in Artikel 24 festgelegt, auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären der Gesellschaft ein Vorzugsrecht zur Zeichnung der zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, seine Befugnis zur Annahme von Aktienzeichnungen, zur Entgegennahme von Zahlungen für Aktien und zu deren Auslieferung auf ein entsprechend ermächtigtes Mitglied des Verwaltungsrats (das "Verwaltungsratsmitglied") oder der Geschäftsführung der Gesellschaft oder auf eine andere ausreichend bevollmächtigte Person zu übertragen.

Bei oder vor der Ausgabe von Aktien bestimmt der Verwaltungsrat die Klasse der Aktien (der "Fonds"), in Bezug auf die eine Aktie bezeichnet wird, und die Aktien werden im Hinblick auf den Fonds, dem sie angehören, in Klassen unterteilt. Obwohl das Kapital der Gesellschaft in CHF ausgedrückt ist, soll jeder in Bezug auf eine Aktie zu bezahlende Betrag (einschliesslich des Ausgabe- und Rücknahmepreises, aber nicht hierauf beschränkt) in der Währung berechnet und bezahlt werden, die der Verwaltungsrat allgemein oder für eine bestimmte Klasse festlegt.

Der Verwaltungsrat kann für jeden Fonds Aktien in Form von Thesaurierungsaktien (Kategorie "A"-Aktien) oder von Ausschüttungsaktien (Kategorie "D"-Aktien) ausgeben. Eine Thesaurierungsaktie ist eine Aktie eines Fonds, die den Aktionär nicht dazu berechtigt, an Ausschüttungen von Dividenden für Aktien dieses Fonds teilzunehmen, deren Wert sich

aber um den Betrag erhöht, der sonst in Form von Dividenden an alle anderen Aktien ausgeschüttet wird. Eine Ausschüttungsaktie ist eine Aktie eines Fonds, die den Aktionär dazu berechtigt, die in Bezug auf die Aktien dieses Fonds ausgeschüttete Dividende zu erhalten.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Fonds Aktien verschiedener Kategorien auszugeben, die sich nach Ermessen des Verwaltungsrats unter anderem bezüglich Ausschüttungspolitik, Kostenstruktur, Absicherungspolitik, Mindestinvestition, Bezugsberechtigung der Anleger oder anderer spezifischer Merkmale unterscheiden und auf verschiedene Währungen lauten können. Dem Verwaltungsrat obliegt die Entscheidung, ob und wann Aktien der jeweiligen Kategorien zum Vertrieb angeboten werden, sowie die Festlegung der Bedingungen einer solchen Ausgabe.

Je nach Zusammenhang sollen in dieser Satzung enthaltene Bezugnahmen auf Klassen die Bezugnahme auf solche Kategorien bedeuten.

Art. 6. Die Verwaltungsratsmitglieder können für jede Klasse und Kategorie Aktien ausgeben, die auf den Namen ("Namensaktien") oder auf den Inhaber ("Inhaberaktien") lauten.

Die Stückelung der Zertifikate für Inhaberaktien wird vom Verwaltungsrat festgelegt. Falls ein Aktionär den Umtausch seiner Inhaberaktien in Namensaktien verlangt, werden ihm für diesen Umtausch keine Kosten verrechnet. Inhaber von Namensaktien können Aktienzertifikate für ihren Aktienbestand erhalten. Die Gesellschaft kann dafür nach eigenem Ermessen die üblichen Kosten in Rechnung stellen. Verzichtet ein Aktionär auf Aktienzertifikate, erhält er stattdessen eine Bestätigung für seinen Aktienbestand.

Aktienzertifikate sind von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem Verwaltungsratsmitglied und einem vom Verwaltungsrat hierzu ordnungsgemäss bevollmächtigten Beauftragten zu unterzeichnen. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können handschriftlich sein, in gedruckter Form sein oder die Form eines Faksimiles haben. Die Unterschrift des bevollmächtigten Beauftragten muss handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann vorläufige Zertifikate in der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Form ausgeben.

Aktien werden lediglich nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Preises, wie in Artikel 24 dieser Satzung beschrieben, ausgegeben. Der Zeichner erhält unverzüglich endgültige Aktienzertifikate bzw., nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen, eine Bestätigung seines Aktienbestandes.

Für Namensaktien werden Dividenden, wenn überhaupt, an die Aktionäre an deren im Aktienregister (das "Register") enthaltenen Adresse oder an einer anderen Anschrift, die dem Verwaltungsrat schriftlich mitgeteilt wurde, ausgeschüttet. Für Inhaberaktien erfolgt die Ausschüttung auf Vorlage des betreffenden Dividendencoupons bei der Stelle oder den Stellen, die für diesen Zweck von der Gesellschaft bestimmt wurden.

Sämtliche ausgegebenen Aktien der Gesellschaft, mit Ausnahme der Inhaberaktien, sind im Aktienregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren von der Gesellschaft dafür beauftragten Personen geführt wird. Das Register enthält den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnort oder gewählten Wohnsitz, sofern diese Angaben der Gesellschaft mitgeteilt wurden, sowie die Anzahl, Klasse und Kategorie der von ihm gehaltenen Aktien. Jede Übertragung einer Aktie, die keine Inhaberaktie ist, wird im Aktienregister eingetragen, und zwar gegen Zahlung der üblichen Gebühr, die vom Verwaltungsrat für die Erfassung von Dokumenten, welche sich auf das Eigentum an den Aktien beziehen oder sich darauf auswirken, genehmigt wurde.

Die Gesellschaft übernimmt keine Verantwortung und Haftung gegenüber Dritten bezüglich des Handels mit solchen Aktien und ist berechtigt, jedes Recht, Interesse und jede Forderung einer Person an solchen Aktien als bestandslos anzusehen. Vorbehalten bleibt das legitime Recht eines jeden, eine Änderung der Eintragung im Register der Namensaktien zu verlangen.

Die Aktien sind ohne Einschränkung übertragbar und frei von jeglichen Sicherungsrechten zugunsten der Gesellschaft.

Eine Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch die Übergabe der jeweiligen Aktienzertifikate, an denen alle nicht fälligen Coupons angeheftet sind. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Mitteilung der Übertragung durch den Aktionär, die im Aktienregister der Gesellschaft einzutragen ist.

Jeder Inhaber einer Namensaktie hat der Gesellschaft eine Anschrift mitzuteilen, an die sämtliche Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft gesandt werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Im Falle von Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und Mitteilungen werden ausschliesslich an diese Anschrift gesandt.

Sofern ein Aktionär keine Anschrift mitteilt, kann die Gesellschaft einen entsprechender Vermerk im Register eintragen, und als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall der eingetragene Sitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine neue Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann jederzeit mittels schriftlicher Benachrichtigung der Gesellschaft an deren eingetragenen Sitz oder an eine andere von der Gesellschaft bestimmte Anschrift seine im Aktienregister eingetragene Anschrift ändern.

Bewirkt die Zahlung eines Zeichners die Ausgabe eines Bruchteils einer Aktie, so wird dieser Bruchteil in das Aktienregister eingetragen. Es hat keinerlei Stimmrecht, wird aber, in einem von der Gesellschaft bestimmten Rahmen, anteilmässig an der Dividende beteiligt. Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate, die vollständige Aktien ausweisen, ausgegeben.

Art. 7. Kann ein Aktionär in für die Gesellschaft zufriedenstellender Weise den Verlust, die Beschädigung oder die Vernichtung seines Zertifikats nachweisen, so ist auf Antrag und zu den von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen

und Garantien, insbesondere in Form einer von einer Versicherung ausgestellten Garantie, die Ausgabe eines Duplikats möglich. Mit der Ausstellung des neuen Zertifikats, auf dem zu vermerken ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das ursprüngliche Zertifikat, das durch das Duplikat ersetzt wird, automatisch ungültig.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen die üblichen Kosten für die Ausstellung des Duplikats oder des neuen Zertifikats, das das verlorene, beschädigte oder zerstörte ersetzt, in Rechnung stellen.

Art. 8. Die Gesellschaft kann den Aktienbesitz einer jeglichen natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft einschränken oder ausschliessen, insbesondere im Falle von Personen, die gegen ein Gesetz oder eine Vorschrift eines Landes oder einer Behörde verstossen würde, sowie bei Personen, die gemäss den entsprechenden Gesetzen oder Vorschriften die Voraussetzungen für den Besitz solcher Aktien nicht erfüllen, oder wenn wegen des Aktienbesitzes einer Person die Gesellschaft einer Besteuerung unterworfen oder sonstige finanzielle Nachteile erleiden würde, denen sie sonst nicht ausgesetzt wäre oder, wenn der Verwaltungsrat dies beschliesst und dies aus dem jeweils gültigen Prospekt ersichtlich ist, im Falle von "US-Personen" im Sinne der nachstehenden Definition, (insgesamt als "Restriktionen unterliegende Personen" bezeichnet). Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Aktien oder die Registrierung der Übertragung von Aktien ablehnen, wenn sie den Eindruck hat, dass durch die Ausgabe oder die Registrierung das wirtschaftliche Eigentum an den betreffenden Aktien an eine Restriktionen unterliegende Person überginge; und

(b) jederzeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Aktienregister verzeichnet ist oder die die Registrierung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragt, der Gesellschaft sämtliche erforderlichen Informationen liefert, um festzustellen, ob eine Restriktionen unterliegende Person das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs erlangt hat oder erlangen wird; und

(c) sofern sie den Eindruck hat, dass eine Restriktionen unterliegende Person, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen, wirtschaftlich Berechtigter von Aktien ist, eine Zwangsrückgabe sämtlicher von diesem Aktionär gehaltenen Aktien verlangen, bei der wie folgt vorzugehen ist:

(1) die Gesellschaft übersendet dem Aktionär, der im Register als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragen ist, eine Mitteilung (im Folgenden die "Kaufmitteilung"), in der wie oben erläutert die zu kaufenden Aktien, der Kaufpreis für diese Aktien sowie der Ort, an dem der Kaufpreis entrichtet wird, angegeben sind. Eine solche Mitteilung kann dem betreffenden Aktionär per Post mit einem frankierten eingeschriebenen Brief an die letzte bekannte bzw. in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Anschrift zugestellt werden. Der betreffende Aktionär ist daraufhin unverzüglich verpflichtet, der Gesellschaft das Zertifikat bzw. die Zertifikate der in der Kaufmitteilung aufgeführten Aktien auszuhändigen. Unmittelbar nach Abschluss des in der Kaufmitteilung bezeichneten Handelstags erlischt das Eigentum des betreffenden Aktionärs an den in der Kaufmitteilung aufgeführten Aktien, und sein Name ist im Aktienregister zu löschen;

(2) der Preis, zu dem die in der Kaufmitteilung aufgeführten Aktien gekauft werden sollen (der "Kaufpreis") hat dem gemäss Artikel 23 dieser Satzung bestimmten Nettoinventarwert je Aktie zu entsprechen;

(3) die Zahlung des Kaufpreises erfolgt an den Inhaber der betreffenden Aktien in CHF, sofern zu diesem Zeitpunkt diesbezüglich nicht Devisenrestriktionen bestehen; der entsprechende Betrag wird von der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen Ort (wie in der Kaufmitteilung angegeben) zwecks Auszahlung an den Eigentümer im Anschluss an die Rückgabe des Zertifikats bzw. der Zertifikate der in der Kaufmitteilung aufgeführten Aktien hinterlegt. Mit der Hinterlegung des Kaufpreises erlöschen jegliche Rechte von Personen, die in irgendeiner Weise an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien beteiligt sind, sowie sämtliche Ansprüche aus diesen Aktien gegenüber der Gesellschaft oder dem Gesellschaftsvermögen. Vorbehalten bleibt der Anspruch der als Aktionär eingetragenen Person auf die Auszahlung des hinterlegten Kaufpreises (ohne Zinsen), sobald die Rückgabe des Zertifikats bzw. der Zertifikate wie erwähnt effektiv erfolgt ist;

(4) die Ausübung der in diesem Artikel begründeten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung angefochten oder ausser Kraft gesetzt werden, dass für das Eigentum einer bestimmten Person an Aktien kein ausreichender Beweis vorlag oder dass die tatsächlichen Eigentumsverhältnisse hinsichtlich bestimmter Aktien andere seien, als diese von der Gesellschaft am Tag der Kaufmitteilung vorausgesetzt wurden; dies gilt jedoch nur, soweit die Gesellschaft ihre Befugnisse nach Treu und Glauben ausübte; und

(d) es ablehnen, die Ausübung des Stimmrechts durch eine Restriktionen unterliegende Person an Hauptversammlungen anzuerkennen.

Wird in dieser Satzung der Ausdruck "United-States-Person" bzw. "US-Person" verwendet, so bezieht er sich auf US-amerikanische Staatsbürger oder in den Vereinigten Staaten von Amerika wohnhafte Personen oder eine Personengesellschaft, die in einem Staat, Territorium oder einer Besetzung der Vereinigten Staaten von Amerika organisiert ist oder besteht, oder eine Kapitalgesellschaft, die gemäss den Gesetzen der Vereinigten Staaten von Amerika oder eines/einer ihrer Staaten, Territorien oder Besetzungen organisiert ist, oder auf Nachlass- oder Treuhandvermögen, mit Ausnahme solcher, deren ausserhalb der Vereinigten Staaten von Amerika erzielte Einkünfte nicht dem Bruttoeinkommen zurechnen sind, für das die amerikanische Bundeseinkommensteuer berechnet wird.

Art. 9. Jede ordnungsgemäss konstituierte Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft oder einer Klasse oder Kategorie von Aktien vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft oder einer Klasse oder Kategorie von Aktien. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft beziehungsweise alle Inhaber einer Klasse oder einer Kategorie

von Aktien, ungeachtet der Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien. Die Versammlung der Aktionäre ist mit den weitestgehenden Befugnissen in Bezug auf die Anordnung, Ausführung und Ratifizierung von Transaktionen der Gesellschaft ausgestattet.

Art. 10. Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre findet, in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht, am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in Luxemburg, der in der Einberufungsmittelung angegeben ist, um 11 Uhr am letzten Donnerstag des Monats Februar statt. Ist dieser Tag in Luxemburg kein Bankwerktag, so findet die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Bankwerktag in Luxemburg statt. Die Jahreshauptversammlung kann ausserhalb Luxemburgs abgehalten werden, sofern dies nach dem unbedingten und endgültigen Urteil des Verwaltungsrats durch aussergewöhnliche Umstände erforderlich sein sollte.

Sonstige Versammlungen der Aktionäre werden zu der Zeit und an dem Ort abgehalten, die in der jeweiligen Einberufungsmittelung angegeben sind.

Art. 11. Für die Einberufung von Hauptversammlungen der Gesellschaft und deren Durchführung sind die gesetzlichen Bestimmungen über Quorum und Fristen massgeblich, soweit in dieser Satzung nichts anderes vorgesehen ist.

Auf jede Aktie entfällt eine Stimme, vorbehaltlich der in dieser Satzung vorgesehenen Einschränkungen. Ein Aktionär kann sich bei Hauptversammlungen im Wege einer schriftlich, telegrafisch, per Telegramm, Telex oder per Fax erteilten Vollmacht durch eine andere Person vertreten lassen.

Sofern das Gesetz oder diese Satzung nichts anderes vorsehen, erfolgt die Beschlussfassung an einer ordnungsgemäss einberufenen Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Nicht als abgegebene Stimmen zählen Stimmen im Zusammenhang mit Aktien, die bei der Versammlung zwar vertreten sind, deren Inhaber aber nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder einen leeren oder ungültigen Stimmzettel abgegeben haben. Eine Gesellschaft kann eine Vollmacht durch einen hierzu ordnungsgemäss befugten leitenden Angestellten erteilen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, alle sonstigen Bedingungen festzulegen, die von den Aktionären für die Teilnahme an Hauptversammlungen zu erfüllen sind.

Für Entscheide, die die Rechte von Aktionären einer bestimmten Aktienklasse betreffen, kann eine Sonderversammlung dieser Aktienklasse einberufen werden, die ohne Quorum rechtsgültig abgehalten werden kann und deren Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen werden, es sei denn, dass das Gesetz oder diese Satzung etwas anderes verlangt.

Art. 12. Die Aktionäre versammeln sich, nachdem sie vom Verwaltungsrat per Mitteilung einberufen wurden, die die Tagesordnung enthält und mindestens 8 Tage vor der Versammlung an die aus dem Register ersichtliche Anschrift der Aktionäre gesandt wurde; die Gesellschaft muss die ordnungsgemässe Zustellung der Mitteilung nicht nachweisen, sofern die Einberufungsmittelung zusätzlich gemäss luxemburgischem Recht veröffentlicht wird.

Solange Inhaberaktien im Umlauf sind, wird die Mitteilung zusätzlich im Luxemburger Mémorial - Recueil des Sociétés et Associations, in einer Luxemburger Zeitung und in anderen vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitungen veröffentlicht.

Sofern bei einer Versammlung sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, von der Tagesordnung Kenntnis zu haben, kann die Versammlung auch ohne Mitteilung oder vorausgegangene öffentliche Bekanntmachung abgehalten werden.

Art. 13. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen Verwaltungsrat geführt, welcher aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Vorbehaltlich der nachstehenden Bestimmungen werden die Verwaltungsratsmitglieder von den Aktionären auf der Jahreshauptversammlung für einen Zeitraum gewählt, der mit der nächsten Jahreshauptversammlung und der Wahl und Amtsannahme ihrer Nachfolger oder mit dem Tag der Wahl und Amtsannahme der Nachfolger - falls diese zu einem späteren Zeitpunkt erfolgen - endet, vorausgesetzt, Verwaltungsratsmitglieder können mit oder ohne Grund abberufen und/oder jederzeit durch Beschluss der Aktionäre ersetzt werden. Wird das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Ruhestand oder aus einem sonstigen Grund frei, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder zusammenreten und durch Ergänzungswahl mit Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied bestellen, das das unbesetzte Amt bis zur nächsten Hauptversammlung ausüben wird.

Mit einer Frist von mindestens 7 Tagen kann jeder Aktionär der Gesellschaft schriftlich seine Absicht mitteilen, eine andere Person als ein aus dem Amt ausscheidendes Verwaltungsratsmitglied zur Wahl für das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds vorzuschlagen; der Mitteilung ist eine von der vorzuschlagenden Person unterzeichnete schriftliche Erklärung beizufügen, in der diese ihre Bereitschaft zur Annahme der Bestellung erklärt; DIES STETS UNTER DER VORAUSSETZUNG, dass, wenn die an einer Hauptversammlung teilnehmenden Aktionäre einstimmig ihre Zustimmung erteilen, der Vorsitzende der Versammlung auf die Vorlage der erwähnten Mitteilung oder Erklärung verzichten und der Versammlung den Namen jeder auf diese Weise vorgeschlagenen Person vorlegen kann.

Bei Hauptversammlungen der Aktionäre darf kein Antrag auf Bestellung von zwei oder mehr Personen zu Verwaltungsratsmitgliedern durch einen einzigen Beschluss gestellt werden, es sei denn, die Hauptversammlung hat zuvor ohne Gegenstimme beschlossen, dass dies so geschehen soll.

Art. 14. Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und kann auch aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Der Verwaltungsrat kann ausserdem einen Schriftführer bestellen, der kein

Verwaltungsratsmitglied sein muss und dem die Protokollführung bei den Verwaltungsratssitzungen sowie den Hauptversammlungen obliegt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch zwei seiner Mitglieder an dem aus der Einberufungsmittelteilung ersichtlichen Ort zusammen.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz an sämtlichen Hauptversammlungen und Verwaltungsratssitzungen. Jedoch können die Aktionäre bzw. der Verwaltungsrat in seiner Abwesenheit durch Mehrheitsbeschluss der bei der Versammlung bzw. Sitzung Anwesenden eine andere Person zum Vorsitzenden pro tempore ernennen .

Sämtliche Verwaltungsratsmitglieder sind mindestens 24 Stunden vor Beginn einer Verwaltungsratssitzung über die anberaumte Sitzung schriftlich zu informieren, ausser in einem Fall von Dringlichkeit, wobei in diesem Fall die genauen Umstände in der Sitzungseinladung anzugeben sind. Auf eine Mitteilung kann verzichtet werden, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, telegrafisch, per Telegramm, Telex oder per Fax seine Zustimmung erteilt. Für einzelne Sitzungen zu Zeiten und an Orten, die sich aus einem zuvor durch einen Verwaltungsratsbeschluss erstellten Sitzungsplan ergeben, bedarf es keiner gesonderten Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich in Verwaltungsratssitzungen durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das von ihnen hierzu schriftlich, telegrafisch, per Telegramm, Telex oder per Fax ermächtigt wurde. Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, telegrafisch, per Telegramm, Telex oder per Fax abgeben. Verwaltungsratsmitglieder können an einer Verwaltungsratssitzung auch über Videokonferenz oder über ein anderes Telekommunikationsmittel teilnehmen, das dessen Identifikation und effektive Teilnahme an der Sitzung erlaubt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur in ordnungsgemäss einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihr individuelle Rechtshandlungen binden, sofern sie nicht durch Beschluss des Verwaltungsrates ausdrücklich hierzu ermächtigt sind.

Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beraten oder handeln, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder in der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Entscheidungen werden durch Mehrheitsbeschluss der an der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Bei Stimmgleichheit hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme. Eine Sitzung ist nicht rechtsgültig, wenn die Mehrzahl der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder Einwohner des Vereinigten Königreichs sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse können auch in Form von zustimmenden Beschlüssen identischen Wortlauts gefasst werden, die im Wege von Telex, Telegramm, oder Telekopie (jeweils mit anschliessender schriftlicher Bestätigung) in einer oder mehreren Ausfertigungen von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Mitglieder der Geschäftsführung der Gesellschaft ernennen oder nominieren, einschliesslich Executive Directors, General Managers, eines Secretary sowie Assistant General Managers, Assistant Secretaries und anderer Mitglieder der Geschäftsführung, soweit sie für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft als erforderlich angesehen werden. Solche Ernennungen oder Nominierungen können jederzeit durch den Verwaltungsrat widerrufen werden. Ein Mitglied der Geschäftsführung muss weder Verwaltungsratsmitglied noch Aktionär der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderslautender Regelung durch diese Satzung haben die Mitglieder der Geschäftsführung die ihnen vom Verwaltungsrat zugewiesenen Rechte und Pflichten.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, seine Leitungsbefugnisse in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft sowie seine Handlungsvollmacht zur der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszweckes an natürliche oder juristische Personen übertragen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Verwaltungsrat kann ausserdem nach eigenem Ermessen seine Befugnisse, Kompetenzen und seinen Entscheidungen auch an einen Ausschuss übertragen, welcher aus natürlichen oder juristischen Personen (ungeachtet einer Mitgliedschaft im Verwaltungsrat) besteht.

Art. 15. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen sind jeweils vom Vorsitzenden der Sitzung zu unterzeichnen.

Kopien dieser Protokolle oder Auszüge daraus, welche zur Vorlage in Gerichtsverfahren oder zur anderweitigen Verwendung bestimmt sind, sind vom Vorsitzenden der Sitzung oder dem Schriftführer oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Art. 16. Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse zur Ausübung sämtlicher administrativer Aufgaben und Verfügungen im Interesse der Gesellschaft. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft des Gesetzes oder aufgrund dieser Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, sind vom Verwaltungsrat auszuüben.

Der Verwaltungsrat hat das Recht, für die Gesellschaft sämtliche Handlungen vorzunehmen, die nicht gemäss dieser Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, und er hat, ohne das Vorhergehende einzuschränken, die Befugnis, die Geschäfts- und Anlagepolitik für Anlagen auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung und unter Einhaltung aller Anlagerestriktionen, die von dem Gesetz oder durch sonstige Vorschriften auferlegt sind oder durch Beschlüsse des Verwaltungsrates festgelegt wurden, zu bestimmen.

Insbesondere ist der Verwaltungsrat befugt, die Geschäftspolitik zu bestimmen. Die Geschäftsführung und die Besorgung der laufenden Geschäftsangelegenheiten der Gesellschaft sollen keine Anlagen oder Tätigkeiten zur Folge haben, für die Anlagerestriktionen gelten, die durch das Gesetz auferlegt oder die in den Gesetzen und Vorschriften von Ländern dargelegt sind, in denen die Aktien öffentlich zum Kauf angeboten werden, oder die von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat beschlossen werden und aus dem jeweiligen Angebotsprospekt für Aktien ersichtlich sind.

Bei der Bestimmung und Umsetzung der Anlagepolitik kann der Verwaltungsrat das Vermögen der Gesellschaft in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, Anteile an gemäss der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen OGAW und/oder sonstigen OGA im Sinne des ersten und zweiten Spiegelstrichs von Artikel 1 Paragraph 2 der Richtlinie 85/611/EWG, Einlagen bei Kreditinstituten, Finanzderivate und sämtliche sonstigen zulässigen Anlageinstrumente, auf die in Teil I des Gesetzes von 2002 Bezug genommen wird, investieren.

Diese Anlagen umfassen, sind jedoch nicht beschränkt auf:

(i) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die zum Börsenhandel an einer Börse eines geeigneten Staates zugelassen sind ("amtliche Notierung"); und/oder

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einem anderen regulierten, regelmässig funktionierenden, anerkannten und dem Publikum in einem geeigneten Staat offen stehenden Markt ("regulierter Markt") gehandelt werden; und/oder

(iii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung oder zu einem geregelten Markt beantragt wird, und die Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Ausgabe erreicht wird

(in diesem Zusammenhang bedeutet "geeigneter Staat" einen Mitgliedsstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung "OECD" und alle anderen Länder Europas, des amerikanischen Kontinents, Afrikas, Asiens, des pazifischen Raums und Ozeaniens);

(iv) Geldmarktinstrumente ohne amtliche Notierung oder Handel an einem regulierten Markt, die aber liquide sind und deren Wert jederzeit präzise bestimmbar ist, wenn die Emission bzw. der Emittent dieser Instrumente selber zum Schutz der Anleger und Ersparnisse reguliert ist, und vorausgesetzt sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union ("Mitgliedsstaat"), der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der oder von einer öffentlich-rechtlichen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedsstaat angehört, begeben oder garantiert; oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere amtlich notiert sind oder an einem regulierten Markt gehandelt werden, wie in Punkt (i) und (ii) oben erwähnt; oder

- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht definierten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert sind; oder

- von anderen Emittenten begeben, die zu einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro (EUR 10'000'000), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Die Gesellschaft kann auch in andere als die oben in Punkt (i) bis (iv) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente investieren, sofern die Summe dieser Anlagen 10% des Nettovermögens eines Teilfonds nicht überschreitet;

(v) Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG in ihrer jeweils letzten Fassung zugelassenen Organismen für gemeinsame Anlagen in übertragbare Wertpapiere ("OGAW") und/oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen ("OGA") im Sinne von Artikel 1, Absatz 2, Unterabsatz 1 und 2 der Richtlinie 85/611/EWG, mit Sitz in einem Mitgliedsstaat oder einem Drittstaat, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;

- das Schutzniveau der Anteilhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung, und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG in ihrer jeweils letzten Fassung gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögenswerte und die Verbindlichkeiten, die Erträge und Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens (bzw. des Vermögens des massgeblichen Teilfonds, sofern gegenüber Dritten der Grundsatz der eingeständigen Haftung der einzelnen Teilfonds zur Anwendung kommt) in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

Der Gesellschaft dürfen keine Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren in Rechnung gestellt werden, wenn sie in Anteile anderer OGAW bzw. sonstiger OGA investiert, die direkt oder über Vertreter vom Fondsmanager oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der der Fondsmanager über eine gemeinsame Geschäftsleitung bzw. Kontrolle oder über eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung in Verbindung steht.

Die Teilfonds dürfen bis zu 10% ihres Nettovermögens in Anteile an OGAW und sonstigen OGA investieren, sofern im Prospekt der Gesellschaft nichts anderes vorgesehen ist;

(vi) Sichteinlagen oder kündbaren Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedsstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

(vii) abgeleiteten Finanzinstrumenten ("Derivaten"), einschliesslich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die amtlich notiert sind oder an einem regulierten Markt gehandelt werden, wie oben in Punkt (i) und (ii) erwähnt; und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivaten"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Unterabsatz (i) bis (vi), um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Teilfonds gemäss ihrer jeweiligen Anlagepolitik investieren dürfen,
- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und
- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

Geschäfte mit Finanzderivaten können als Teil der Anlagestrategie oder zur Absicherung der Anlagepositionen oder zur Effizienzsteigerung im Portfoliomanagement eingesetzt werden.

Die Gesellschaft darf bis zu höchstens 20% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds in Aktien und/oder Schuldtitel ein und desselben Emittenten anlegen, wenn das Ziel der Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds die Nachbildung der Zusammensetzung eines bestimmten Aktien- oder Schuldtitelindexes ist, der von der CSSF auf folgender Grundlage anerkannt ist:

- Die Zusammensetzung des Indexes ist hinreichend diversifiziert,
- der Index stellt eine angemessene Bezugsgrundlage (benchmark) für den Markt dar, auf den er sich bezieht,
- er wird in angemessener veröffentlicht.

Diese Obergrenze beträgt 35%, sofern dies aufgrund aussergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere in regulierten Märkten, an denen bestimmte Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente stark vorherrschen. Eine Anlage bis zu dieser Grenze ist nur bei einem einzigen Emittenten gestattet.

Die Gesellschaft kann bis zu 35% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen, die von einem Mitgliedsstaat, einer seiner Gebietskörperschaften, einem sonstigen geeigneten Staat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedsstaaten angehört, begeben oder garantiert werden.

Die Gesellschaft ist unter Beachtung des Prinzips der Risikostreuung berechtigt, bis zu 100% des Nettoinventarwertes eines Teilfonds in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente anzulegen, die von einem Mitgliedsstaat, einer seiner Gebietskörperschaften, einem anderen Mitgliedsstaat der OECD oder von einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedsstaaten angehört, begeben oder garantiert werden, sofern der Teilfonds Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen hält und die Wertpapiere aus einer Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds ausmachen.

Um betriebliche und administrative Kosten zu senken und gleichzeitig eine breitere Streuung der Anlagen zu ermöglichen, kann der Verwaltungsrat beschliessen, einen Teil oder alle Vermögenswerte der Gesellschaft gemeinsam mit Vermögenswerten verwalten zu lassen, die anderen Organismen für gemeinsame Anlagen gehören, oder einen Teil oder alle Vermögenswerte der Fonds untereinander gemeinsam verwalten zu lassen.

Art. 17. Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden in keiner Weise dadurch beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Mitglieder der Geschäftsführung der Gesellschaft an der anderen Gesellschaft oder Firma ein Interesse hat oder dort Verwaltungsratsmitglied, Partner, Mitglied der Geschäftsführung oder Mitarbeiter ist. Vorbehaltlich der nachstehenden Bestimmungen ist ein Verwaltungsratsmitglied oder Mitglied der Geschäftsführung der Gesellschaft, das auch als Verwaltungsratsmitglied, Mitglied der Geschäftsführung oder Mitarbeiter einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, ein Vertragsverhältnis oder sonstige Geschäftsverbindungen einzugehen, nicht aufgrund seiner Verbindung zu der anderen Gesellschaft oder Firma daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, welche sich im Hinblick auf diesen Vertrag oder in Bezug auf sonstige geschäftliche Angelegenheiten ergeben.

Sollte ein Verwaltungsratsmitglied oder Mitglied der Geschäftsführung der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben, so muss es den Verwaltungsrat darüber informieren und darf an Beratungen oder Beschlussfassungen über die betreffende Transaktion nicht teilnehmen; diese Transaktion sowie das Interesse des

betreffenden Verwaltungsratsmitglieds oder Mitglieds der Geschäftsführung sind in der nächsten Hauptversammlung offenzulegen. Diese Regeln gelten nicht für Abstimmungen des Verwaltungsrats über Transaktionen, an denen ein Verwaltungsratsmitglied ein persönliches Interesse hat, falls diese Transaktionen im Rahmen des üblichen Geschäftsverlaufs und zu Marktbedingungen durchgeführt werden.

Der Ausdruck "persönliches Interesse", wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, bezieht sich nicht auf Beziehungen oder Interessen im Zusammenhang mit Angelegenheiten, Stellungen oder Transaktionen, an denen Valiant Privatbank AG oder eine direkt oder indirekt mit ihr verbundene Tochtergesellschaft oder eine andere Gesellschaft oder juristische Person, die vom Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen von Zeit zu Zeit bestimmt wird, beteiligt sind.

Art. 18. Die Gesellschaft kann die Verwaltungsratsmitglieder oder Mitglieder der Geschäftsführung sowie deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für Auslagen entschädigen, die diesen in angemessenem Rahmen im Zusammenhang mit einem Prozess, Gerichts- oder sonstigen Verfahren entstehen, an dem diese als Partei beteiligt sind, weil sie Verwaltungsratsmitglied oder Mitglied der Geschäftsführung der Gesellschaft oder, auf deren Verlangen, einer anderen Gesellschaft sind oder waren, an der die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubigerin sie ist und deren Mitglieder keinen Anspruch auf Entschädigung haben. Diese Freistellung gilt für alle Umstände, ausser in Verbindung mit Angelegenheiten, bei denen im Rahmen der Klage, der Rechtsstreitigkeit oder des gerichtlichen Verfahrens rechtskräftig eine Haftung der betreffenden Person aufgrund grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlichen Fehlverhaltens festgestellt wird. Im Falle eines Vergleichs wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit denjenigen in diesem Vergleich abgedeckten Angelegenheiten gezahlt, bei denen nach Auskunft des Rechtsberaters der Gesellschaft den zu entschädigenden Personen keine solche Pflichtverletzung vorzuwerfen ist. Dieses Recht auf Entschädigung schliesst anderweitige Ansprüche der betreffenden Person nicht aus.

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft oder durch die gemeinsame Unterschrift von einem Verwaltungsratsmitglied und einer durch Beschluss des Verwaltungsrats bevollmächtigten Person verpflichtet.

Art. 20. Die Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft ernennt einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer ("Réviseur d'Entreprises Agréé"), der die vom Gesetz vorgeschriebenen Aufgaben wahrnimmt.

Art. 21. Wie nachstehend genauer erläutert, ist die Gesellschaft berechtigt, ihre eigenen Aktien jederzeit im Rahmen der gesetzlich vorgeschriebenen Einschränkungen zurückzunehmen.

Jeder Aktionär kann den Umtausch eines Teils oder aller seiner Aktien der massgeblichen Kategorie eines bestimmten Fonds in Aktien der gleichen Kategorie eines anderen Fonds verlangen, und zwar auf der Grundlage einer Umtauschformel, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt wird und aus dem jeweils geltenden Prospekt der Gesellschaft ersichtlich ist; dies mit der Massgabe, dass der Verwaltungsrat gewisse Einschränkungen, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit von Umtauschtransaktionen auferlegen und eine angemessene Gebühr erheben kann sowie beschliessen, dass der Umtausch von oder in bestimmte Fonds nicht zulässig ist, was jeweils im geltenden Prospekt angegeben wird. Die Aktionäre können Aktien einer Kategorie in Aktien einer anderen Kategorie desselben oder eines anderen Fonds umtauschen, sofern sie alle Zeichnungsbedingungen für die neue Kategorie erfüllen.

Jeder Inhaber von Aktien der Gesellschaft kann von der Gesellschaft die Rücknahme eines Teils oder aller seiner Aktien verlangen, sofern der vom Verwaltungsrat festgesetzte und im jeweils gültigen Prospekt veröffentlichte Mindestrücknahmebetrag eingehalten wird und die Gesellschaft nicht dazu verpflichtet ist, an einem Bewertungstag (wie unten definiert) mehr als 10% der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Anzahl Aktien einer bestimmten Klasse zurückzunehmen.

Fällt nach einem Rücknahme- oder Umtauschantrag der Restwert der Aktien eines Anlegers an der Gesellschaft, an einem Fonds oder an einer Kategorie von Aktien unter einen vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten und aus dem Prospekt ersichtlichen Betrag, so kann die Gesellschaft sämtliche verbleibenden Aktien des Anlegers zurücknehmen oder umtauschen.

Die Gesellschaft ist nicht verpflichtet, an einem Bewertungstag mehr als 10% der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Anzahl an Aktien eines bestimmten Fonds zurückzunehmen. Im Falle eines Rücknahmeaufschubs werden die betreffenden Aktien zu dem am Tag der Rücknahme geltenden Nettoinventarwert je Aktie zurückgenommen.

Überzählige Rücknahmeanträge werden für den darauf folgenden Bewertungstag reserviert und dann bevorzugt bearbeitet.

Erhält die Gesellschaft für einen Bewertungstag Rücknahmeanträge für mehr als 10% der Aktien eines beliebigen Fonds, so kann die Gesellschaft beschliessen, Vermögenswerte dieses Fonds zu verkaufen, die in etwa das gleiche Verhältnis des Fondsvermögens darstellen wie die Aktien, für die im Vergleich zu den insgesamt in Umlauf befindlichen Aktien Rücknahmeanträge gestellt wurden. Macht die Gesellschaft von dieser Möglichkeit Gebrauch, so erhalten die Aktionäre, die einen Rücknahmeantrag gestellt haben, einen Betrag, der dem nach einem solchen Verkauf berechneten Nettoinventarwert je Aktie entspricht. Die Bezahlung erfolgt umgehend nach Verkaufsabschluss und Erhalt des Verkaufserlöses in einer frei konvertierbaren Währung durch die Gesellschaft.

Erhält die Gesellschaft für einen Bewertungstag Rücknahmeanträge für mehr als 10% der in Umlauf befindlichen Aktien eines beliebigen Teilfonds, so ist die Gesellschaft nicht gehalten, an einem Bewertungstag oder innerhalb einer Periode von 7 aufeinanderfolgenden Bewertungstagen mehr als 10% der in Umlauf befindlichen Aktien eines Teilfonds an diesem

Bewertungstag oder am Anfang der genannten Periode zurückzunehmen. Die Rücknahme kann somit während nicht mehr als 7 Bewertungstagen nach Datum des Empfangs des Rücknahmeantrags aufgeschoben werden (jedoch stets unter Berücksichtigung der vorgenannten Grenzen). Im Falle eines Aufschubs der Rücknahme werden die betreffenden Aktien zum Nettoinventarwert je Aktie am Bewertungstag, an dem der Antrag bearbeitet wird, zurückgenommen.

Auf Ersuchen der Aktionäre kann die Gesellschaft unter Einhaltung der anwendbaren Gesetze und Verordnungen sowie unter angemessener Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre eine Verteilung in natura beschliessen.

Für diesen Zweck werden Umtauschtransaktionen als Rücknahmen angesehen.

Die Bezahlung des Rücknahmepreises erfolgt in der Regel innerhalb von 5 Werktagen nach dem massgeblichen Bewertungstag oder an dem Tag, an dem die Gesellschaft die Aktienzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) erhält, falls dies später erfolgt, und basiert auf dem in Einklang mit Artikel 23 dieser Satzung ermittelten Nettoinventarwert je Aktie, abzüglich allfälliger Handels- sowie der Rücknahmegebühren, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festlegen kann.

Es ist nicht auszuschliessen, dass sich die Bezahlung der Rücknahmebeträge für Rücknahmen von Aktien von Emerging-Markets-Fonds verzögert, falls spezifische gesetzliche Bestimmungen wie etwa Devisenrestriktionen oder andere Umstände ausserhalb der Kontrolle der Gesellschaft vorliegen, die es unmöglich machen, die Rücknahmebeträge in das Land zu überweisen, in dem die Rücknahme beantragt wurde.

Sollte aufgrund aussergewöhnlicher Umstände die Liquidität des Vermögensportefolles in Bezug auf diese Aktienklasse nicht ausreichen, um die Rücknahmebeträge innerhalb dieser Periode zu bezahlen, muss die Bezahlung baldmöglichst danach, aber ohne Zinsen, erfolgen.

Ein solcher Antrag muss durch den Aktionär eingereicht oder bestätigt werden, und zwar schriftlich am eingetragenen Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei einer anderen Person oder Gesellschaft, die die Gesellschaft als Rücknahmestelle bestimmt hat. Das Zertifikat oder die Zertifikate dieser Aktien muss/müssen ordnungsgemäss und mit angemessenem Nachweis der Übertragung oder Abtretung bei der Gesellschaft oder der von ihr zu diesem Zweck bestimmten Stelle eingehen, bevor der Rücknahmepreis ausbezahlt werden kann.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Art. 22. Der Nettoinventarwert je Aktie (der "Nettoinventarwert") sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis von Aktien der einzelnen Aktienklassen werden von der Gesellschaft mindestens zweimal im Monat bestimmt, wie der Verwaltungsrat dies durch Beschluss festlegen kann (wobei jeder Tag oder Zeitpunkt für diese Bestimmung nachstehend als "Bewertungstag" bezeichnet wird), ohne dass jedoch ein Bankfeiertag in Luxemburg ein Bewertungstag sein kann.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwerts sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien einer bestimmten Aktienklasse in folgenden Fällen aussetzen:

(a) während eines Zeitraums, in dem ein Markt oder eine Börse, an denen zu diesem Zeitpunkt der Grossteil der Anlagen eines Fonds notiert ist, aus anderen Gründen als einem Feiertag geschlossen, oder in dem der Handel stark eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) solange Umstände vorliegen, die eine Notsituation begründen, aufgrund derer der Verkauf oder die Bewertung der Vermögenswerte eines Fonds nicht in angemessener Weise durchführbar ist;

(c) für die Dauer eines Ausfalls der Kommunikationsmittel, die normalerweise für die Kursbestimmung oder die Bewertung der Anlagen eines Fonds oder der auf einem Markt oder an einer Börse geltenden Kurse dienen;

(d) während des Zeitraums, in dem die Überweisung von Beträgen im Zusammenhang mit der Veräusserung oder der Bezahlung von Anlagen eines Fonds unmöglich ist;

(e) während des Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrats ungewöhnliche Umstände bestehen, aufgrund derer es praktisch unmöglich oder den Aktionären gegenüber unfair wäre, den Handel mit Aktien eines Fonds weiterzuführen;

(f) nach Veröffentlichung der Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre zum Zwecke der Liquidation der Gesellschaft;

(g) nach Beschluss des Verwaltungsrats zur Auflösung eines Fonds am in der Mitteilung gemäss Artikel 28 der Satzung erwähnten Tag.

Die Gesellschaft hat die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch der Aktien unverzüglich nach Eintritt eines Ereignisses auszusetzen, das die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat.

Aktionäre, die die Rücknahme ihrer Aktien beantragt haben, sind binnen 7 Tagen nach ihrem Antrag schriftlich von einer solchen Aussetzung und umgehend über die Aufhebung einer solchen Aussetzung in Kenntnis zu setzen.

Die Aussetzung bezüglich einer Klasse hat weder Auswirkungen auf die Berechnung des Nettoinventarwerts noch auf die Ausgabe, die Rücknahme oder den Umtausch von Aktien einer anderen Klasse.

Art. 23. Der Nettoinventarwert je Aktie wird in der Referenzwährung der jeweiligen Klasse und/oder Kategorie als eine Betrag je Aktie angegeben und wird für jeden Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen der jeweiligen Klasse und/oder Kategorie, d.h. der Marktwert der Vermögenswerte der Gesellschaft, die der jeweiligen Klasse und/oder Kategorie zugehören, abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die der jeweiligen Klasse und/oder Kategorie zugehören, durch die Anzahl der ausstehenden Aktien der betreffenden Klasse und/oder Kategorie geteilt wird.

Wenn und soweit die Verwaltungsratsmitglieder davon ausgehen, daß dies im besten Interesse der Aktionäre ist, unter Berücksichtigung von Faktoren wie der vorherrschenden Beschaffenheit der Märkte, der Anzahl von Ausgaben und Rücknahmen in einem bestimmten Fonds und/oder der Größe des Fonds, so kann der Nettoinventarwert eines Fonds im Umfang der erwarteten Transaktionskosten, Handelskosten und anderen vom Fonds zu tragenden Gebühren in Bezug auf die Veräußerung oder den Erwerb von Anlagen zur Befriedigung der Nettotransaktionen an einem bestimmten Bewertungstag angepaßt werden.

Der Nettoinventarwert je Aktie wird wie folgt berechnet:

A. Als Vermögenswerte der einzelnen Klassen der Gesellschaft sind anzusehen:

- (a) sämtliche Barbestände, Barforderungen sowie Sichteinlagen, einschliesslich aufgelaufener Zinsen;
- (b) sämtliche auf Vorlage zahlbaren Wechsel und Schuldscheine sowie fällige Geldforderungen (einschliesslich noch ausstehender Erlöse bereits veräusserter Wertpapiere);
- (c) sämtliche Wertpapiere, Aktien, Anleihen, Schuldverschreibungen, Optionen oder Zeichnungsrechte, Optionscheine und sonstigen Anlagen und Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft;
- (d) sämtliche Anteile an/Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen und alle sonstigen Wertpapiere im Eigentum der Gesellschaft;
- (e) sämtliche der Gesellschaft in bar oder in Sachwerten zustehenden Dividenden und Ausschüttungen, soweit sie der Gesellschaft bekannt sind (die Gesellschaft ist allerdings berechtigt, die Bewertung an Schwankungen der Marktwerte dieser Wertpapiere aufgrund von Handelspraktiken wie Handel Ex-Dividende oder Ex-Anrecht anpassen);
- (f) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf verzinslichen Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, soweit diese Zinsen nicht bereits im Kapitalbetrag des Wertpapiers enthalten sind;
- (g) die Gründungs- und Anlaufkosten der Gesellschaft, soweit diese nicht vollständig beschrieben sind und insofern solche Kosten direkt vom Kapital der Gesellschaft beschrieben werden können; und
- (h) alle sonstigen Vermögenswerte jeglicher Art, einschliesslich aktiver Rechnungsabgrenzungsposten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(1) Der Wert der Barmittel, Sichteinlagen, Schuldscheine, Sichtwechsel und fälligen Forderungen sowie der aktiven Rechnungsabgrenzungsposten, und erklärten oder aufgelaufenen aber noch nicht gezahlten Bardividenden und Zinsen ist mit dem vollen Betrag anzusetzen, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass der vollständige Betrag gezahlt bzw. eingehen wird. In diesem Fall wird der Wert nach Abzug eines solchen Betrags bestimmt, den der Verwaltungsrat als angemessen erachtet, um den wahren Wert widerzuspiegeln.

(2) Die Ermittlung des Werts von Wertpapieren eines Portefeuilles, die an einer offiziellen Börse notiert sind oder an einem anderen regulierten Markt gehandelt werden, erfolgt entweder auf der Basis des auf dem Hauptmarkt, auf dem die Wertpapiere gehandelt werden, zuletzt verfügbaren Kurses, der von einem vom Verwaltungsrat anerkannten Kursinformationsdienst übermittelt wurde, oder auf der Basis des Schlusskurses des vorhergehenden Tages, wie dies im Prospekt des jeweiligen Teilfonds und/oder der betreffenden Anlagekategorie angegeben ist. Wertpapiere, deren angemessener Wert nicht diesem Preis entspricht, und nicht notierte Wertpapiere im Portefeuille sowie alle anderen Anlagen, einschliesslich der erlaubten Finanzterminkontrakte und Optionen, werden aufgrund der vernünftig voraussehbaren Verkaufspreise bewertet, die umsichtig und nach Treu und Glauben vom Verwaltungsrat unter dessen Führung bestimmt wurden.

(3) Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in anderen Währungen als der Referenzwährung für die jeweilige Klasse oder Kategorie werden zum jeweiligen von einer Bank oder einem anderen zuständigen Finanzinstitut angegebenen Kassakurs in die Referenzwährung umgerechnet.

(4) Anteile an/Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen werden zu ihrem zuletzt verfügbaren Nettoinventarwert bewertet.

B. Als Verbindlichkeiten der einzelnen Klassen der Gesellschaft sind anzusehen:

- (a) sämtliche Darlehen, Wechsel und sonstige fällige Verbindlichkeiten;
- (b) die Gebühren des Fondsmanagers, der Register-, Transfer- und Domizilstelle Gebühren anderer Dienstleister für der Gesellschaft erbrachte Dienstleistungen und Honorare für von der Gesellschaft ernannte Angestellte; andere Betriebskosten, einschliesslich jedoch nicht beschränkt auf der Kaufs- und Verkaufskosten von Basiswerten, Transaktionsgebühren und Gebühren der Korrespondenzbanken im Zusammenhang mit der Lieferung oder Entgegennahme von Wertpapieren oder Devisentransaktionen, öffentliche Abgaben, Honorare der Rechts- und Steuerberater in Luxemburg und im Ausland, Revisionshonorare, Zinsen, Kosten für die Erstellung der verschiedenen Berichte, Kosten für die Registrierung und Aufrechterhaltung der Registrierung in anderen Gerichtsbarkeiten (einschliesslich Übersetzungskosten und Vergütungen an die Vertretungen im Ausland), Kosten für den Vertrieb der Aktien durch lokale Clearingsysteme, sofern solche Kosten gemäss lokaler Praxis von der Gesellschaft getragen werden, die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise, des Vertriebs der Zwischen- und Jahresberichte, von Port0, Telefon und Telex; angemessene Marketing- und Verkaufsförderungskosten;
- (c) alle bekannten Verbindlichkeiten, ob fällig oder nicht, einschliesslich festgesetzter, aber noch nicht ausbezahlter Dividenden;

(d) angemessene Rücklagen zur Deckung der am Bewertungstag geschuldeten Steuern sowie andere vom Verwaltungsrat bewilligten Rückstellungen und Reserven;

(e) alle sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art gegenüber Dritten;

(f) Bei der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft gebührend alle regelmässig oder periodisch anfallenden Verwaltungs- und sonstigen Kosten berücksichtigen, indem sie diese für ein Jahr oder einen anderen Zeitraum berechnet und diesen Betrag proportional auf die entsprechenden Bruchteile des berücksichtigten Zeitraums aufteilt.

C. Zu Berechnungszwecken im Einklang mit diesem Artikel gilt Folgendes:

(a) Aktien, die gemäss Artikel 21 zurückzunehmen sind, werden als bestehend behandelt und bis unmittelbar nach dem durch die Verwaltungsratsmitglieder bestimmten Zeitpunkt am jeweiligen Bewertungstag entsprechend bilanziert; von diesem Zeitpunkt an und bis zur Zahlung gilt der Preis dafür daher als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(b) Sämtliche Anlagen, Barbestände und sonstigen Vermögenswerte eines Portefeuilles, die in einer anderen Währung als der Referenzwährung für die jeweilige Klasse oder Kategorie ausgedrückt sind, sind unter Berücksichtigung der geltenden Markt- bzw. Devisenkurse der entsprechenden Referenzwährung am Tag und zum Zeitpunkt der Bestimmung des Nettoinventarwerts je Aktie zu bewerten; und

(c) Soweit möglich soll jeglicher an einem Bewertungstag von der Gesellschaft vereinbarter Verkauf oder Erwerb von Wertpapieren an diesem Bewertungstag wirksam werden.

D. Der Verwaltungsrat richtet für jeden Fonds ein Portefeuille von Vermögenswerten gemäss den folgenden Bestimmungen ein:

(a) die Erlöse aus der Zuteilung und Ausgabe von Aktien eines jeden Fonds werden in den Büchern der Gesellschaft dem für diesen Fonds errichteten Portefeuille von Vermögenswerten zugeteilt und die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie die Einnahmen und Ausgaben die diesen zuzurechnen sind, werden gemäss den Bestimmungen dieses Artikels diesem Portefeuille zugeordnet;

(b) leitet sich ein Vermögenswert von einem anderen ab, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Portefeuille zugeteilt wie der ursprüngliche Vermögenswert, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswerts soll die Wertminderung oder -steigerung dem betreffenden Portefeuille zugeordnet werden;

(c) geht die Gesellschaft eine Verbindlichkeit im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Portefeuilles oder mit einer Massnahme im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Portefeuilles ein, so wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Portefeuille zugeordnet;

(d) falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Portefeuille zugeordnet werden können, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Portefeuilles zugeordnet, und zwar im Verhältnis zum Nettoinventarwert der einzelnen Portefeuilles;

(e) an dem Tag, an dem festgelegt wird, welche Person Anspruch auf eine für die Aktien eines Fonds beschlossene Dividende hat, wird der Nettoinventarwert des betreffenden Fonds um diese Dividenden gemindert;

(f) falls, wie in Artikel 5 vorgesehen, innerhalb einer Klasse verschiedene Aktienkategorien geschaffen wurden, sind die oben erwähnten Allokationsregeln mutatis mutandis auf diese Kategorien anwendbar.

Art. 24. Legt die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung auf, so entspricht der Preis, zu dem diese Aktien angeboten und verkauft werden, stets dem Nettoinventarwert je Aktie der jeweiligen Klasse oder Kategorie im Sinne der vorstehenden Definition, zuzüglich etwaiger Handelsgebühren und Zeichnungsgebühren (sofern und in dem Umfang, in dem die Verwaltungsratsmitglieder eine solche beschliessen), und jegliche Vergütung an die mit dem Vertrieb der Aktien betrauten Stellen wird aus der aufgeschlagenen Verkaufsgebühr bezahlt (die den durch die anwendbaren Gesetze zulässigen Betrag nicht übersteigen soll). Der auf diese Weise bestimmte Preis (der "Ausgabepreis") ist innerhalb eines von den Verwaltungsratsmitgliedern bestimmten Zeitraums, spätestens jedoch 4 Werktage nach der Zuteilung der Aktien, zu bezahlen.

Der Ausgabepreis kann mit der Zustimmung des Verwaltungsrats und im Einklang mit sämtlichen anwendbaren Gesetzen, namentlich in Bezug auf einen speziellen Revisionsbericht zum Wert der als Sacheinlagen eingebrachten Vermögenswerte, auch durch Einbringung von Wertpapieren in die Gesellschaft bezahlt werden, die für den Verwaltungsrat zulässig sind und die mit der Anlagepolitik und den Anlagerestriktionen der Gesellschaft vereinbar sind.

Art. 25. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Oktober jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats September des Folgejahres.

Die Konten der Gesellschaft werden in CHF geführt.

Art. 26. Die Hauptversammlung der Aktionäre der betreffenden Klassen oder Kategorien entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats für jede Klasse und Kategorie von Aktien über die Verwendung des jährlichen Ertrags. Die Erträge der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, sofern das in Artikel 5 definierte Mindestkapital der Gesellschaft erhalten bleibt.

Dividenden in Bezug auf Ausschüttungsaktien einer beliebigen Klasse können ferner Zuweisungen von einem Ausgleichskonto beinhalten, das bezüglich solcher Ausschüttungsaktien geführt werden darf, und dem bei der Ausgabe von Aktien eine Betrag gutgeschrieben und das bei der Rücknahme von Aktien um einen Betrag belastet werden darf, der unter Bezugnahme auf den Ertrag berechnet wird, der diesen Ausschüttungsaktien zuzurechnen ist.

Zwischendividenden können auf Beschluss des Verwaltungsrats an jede Klasse und Kategorie von Aktien ausgeschüttet werden.

Wird für eine Ausschüttungsaktie die Ausschüttung einer Dividende beschlossen, so ist jeder Thesaurierungsaktie dieser Klasse ein entsprechender Betrag zuzuordnen.

Die beschlossenen Dividenden werden normalerweise in der Währung ausgeschüttet, in der die betreffende Aktienklasse ausgedrückt ist, oder ausnahmsweise in der vom Verwaltungsrat bestimmten Währung und an den Orten und zu den Zeiten, die der Verwaltungsrat festlegen kann. Der Verwaltungsrat kann den endgültigen Wechselkurs, der beim Umtausch der Dividendenbeträge in die Ausschüttungswährung anzuwenden ist, bestimmen.

Art. 27.

(a) Die Gesellschaft kann gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durch einen Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden.

(b) Sinkt der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter CHF 100 Mio. oder hält es der Verwaltungsrat aufgrund von die Gesellschaft betreffenden Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Lage für angemessen oder erachtet es der Verwaltungsrat als im besten Interesse der Aktionäre, so kann der Verwaltungsrat unter Mitteilung an alle Aktionäre am in dieser Mitteilung angegebenen Bewertungstag alle (hingegen nicht nur einige) der noch nicht zurückgenommenen Aktien ohne Handels- oder Rücknahmegebühren zum Nettoinventarwert zurücknehmen. Der Verwaltungsrat beruft unmittelbar nach Ende der Mitteilungsfrist eine ausserordentliche Versammlung der Aktionäre ein, um einen Liquidator der Gesellschaft zu ernennen.

(c) Sinkt der Nettoinventarwert eines bestimmten Teilfonds unter CHF 50 Mio. oder den Gegenwert in der Referenzwährung eines Teilfonds oder geht ein Rücknahmearbeit ein, der bewirken würde, dass das Nettovermögen eines Fonds unter den oben genannten Grenzwert fällt oder hält der Verwaltungsrat es aufgrund von diesen Teilfonds betreffenden Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Lage für angemessen oder erachtet es der Verwaltungsrat als im besten Interesse der betroffenen Aktionäre, so kann der Verwaltungsrat, nachdem er dies den betroffenen Aktionären mitgeteilt hat, am in der Mitteilung angegebenen Bewertungstag alle (hingegen nicht nur einige) Aktien dieses Teilfonds ohne Handels- oder Rücknahmegebühren zum Nettoinventarwert zurücknehmen oder nach Ablauf einer Mitteilungsfrist von einem Monat (während derer die Aktionäre ihre Aktien ohne Handels- oder Rücknahmegebühr zurückgeben können) diesen Teilfonds mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen luxemburgischen OGAW verschmelzen, der Teil I des Gesetzes unterliegt.

(d) Die Auflösung eines Teilfonds mit Zwangsrücknahme aller betreffenden Aktien oder seine Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen Teil I des Gesetzes unterliegenden luxemburgischen OGAW aus anderen Gründen als den im vorigen Absatz dargelegten bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Aktionäre des aufzulösenden bzw. zu verschmelzenden Teilfonds in einer ordnungsgemäss einberufenen Hauptversammlung des betreffenden Teilfonds, die ohne Quorum rechtsgültig abgehalten werden kann und Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien fasst und einer Mitteilungsfrist von einem Monat unterliegt (während derer die Aktionäre ihre Aktien ohne Handels- oder Rücknahmegebühr zurückgeben können).

Im Falle einer Verschmelzung mit einem "Fonds Commun de Placement" bindet die Entscheidung nur diejenigen Aktionäre, die für die Verschmelzung gestimmt haben.

Liquidationserlöse, auf die die Aktionäre bei Abschluss der Liquidation eines Teilfonds nicht Anspruch erhoben haben, werden 6 Monate lang bei der Depotbank verwahrt und dann bei der "Caisse des Consignations" in Luxemburg hinterlegt und gelten nach 30 Jahren als verfallen.

(e) Die Rückstellung für prognostizierte Realisierungs- und Liquidationskosten wird ab dem vom Verwaltungsrat definierten Datum bei der Berechnung des Nettoinventarwerts berücksichtigt, spätestens aber ab dem Versandtag der in Unterabsatz b), c) und d) erwähnten Mitteilung.

Art. 28. Diese Satzung kann von Zeit zu Zeit durch eine Hauptversammlung geändert werden, vorausgesetzt die Quorums- und Mehrheitserfordernisse gemäss Luxemburger Recht sind erfüllt.

Art. 29. Alle Angelegenheiten, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, richten sich nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung sowie nach dem Gesetz.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. September 2009.

Die jährliche Generalversammlung der Aktionäre wird zum ersten Mal an demjenigen Tag, Zeitpunkt und Ort des Jahres 2010 abgehalten, der in der vorliegenden Satzung genannt ist.

Zeichnung

Nachdem die vorgenannte Person die Satzung der Gesellschaft festgesetzt hat, hat diese Person die nachfolgend angegebene Anzahl von Aktien gezeichnet und den nachfolgenden Betrag in bar eingezahlt:

Aktionär	Gezeichnetes Kapital	Anzahl von Aktien	Eingezahlter Betrag
Lombard Odier Darier Hentsch (Jersey) Limited	€ 31.000,-	31	€ 31.000,-
GESAMT	€ 31.000,-	31	€ 31.000,-

Diese Aktien wurden vollständig durch Barzahlung einbezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend (31.000,-) EUR der Gesellschaft zur freien Verfügung steht. Dies wird dem Notar, welcher die vorliegende Urkunde ausfertigt, bestätigt.

Verifizierung

Der die vorliegende Urkunde ausfertigende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 aufgezählten Bedingungen erfüllt sind und bezeugt diese Erfüllung ausdrücklich.

Aufwendungen

Die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragenden Aufwendungen werden auf viertausend Euro (EUR 4.000,-) geschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Die oben genannten Personen, die das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und fristgerechte Mitteilungen erhalten hatten, haben unmittelbar im Anschluss hieran eine ausserordentliche Generalversammlung abgehalten, an der folgende Beschlüsse gefasst wurden:

1) Wahl der folgenden Personen in den Verwaltungsrat, wobei deren Mandat mit der im Jahr 2010 anstehenden Generalversammlung abläuft:

Herr Yvar Mentha (Executive Vice President, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Genf), geboren in Genf, Schweiz am 27. Oktober 1962, mit Geschäftsadresse 11 rue de la Corraterie, CH-1204 Genf, Schweiz, Wahl zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates;

- Herr Alexandre Meyer (Executive Vice President, Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, Genf), geboren in Genf, Schweiz am 14. November 1971, mit Geschäftsadresse 11 rue de la Corraterie, CH-1204 Genf, Schweiz;

- Herr Jean-Claude Ramel (Unabhängiges Verwaltungsratsmitglied, London), geboren in Chateau d'Oex, Schweiz am 2. Januar 1962, mit Geschäftsadresse 148 Addison Gardens, London W14 0DS, England;

- Herr Patrick Zurstrassen (Unabhängiges Verwaltungsratsmitglied, Luxemburg), geboren in Lüttich Belgien am 27. Mai 1945, mit Geschäftsadresse 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

- Herr Martin Gafner (Valiant Privatbank AG, Bern), geboren in Bern am 24. Januar 1961, mit Geschäftsadresse Bundesplatz 4, 3001 Bern, Schweiz.

2) Folgendes Unternehmen wurde als unabhängiger Wirtschaftsprüfer bestellt. Sein Mandat erlischt mit der für 2010 vorgesehenen jährlichen Generalversammlung:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 65.477.

3) Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich an folgender Adresse: 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, welcher des Englischen kundig und mächtig ist, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Ersuchen der oben genannten Person in englischer Sprache mit deutscher Übersetzung abgefasst wurde. Falls zwischen der englischen und der deutschen Version Abweichungen auftreten, gilt die englische Version.

Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem zu Anfang der Urkunde genannten Datum ausgefertigt.

Nach Verlesung der Urkunde vor der genannten Person, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat diese Person zusammen mit dem Notar die betreffende Urkunde im Original unterzeichnet.

Gezeichnet: Xenia Thomamüller, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 juin 2009. Relation: LAC/2009/24328. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 25. Juni 2009.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2009078628/220/1384.

(090093964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2009.

Bozel S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 107.769.

—
EXTRAIT

La convention de domiciliation conclue entre Maître Murielle Brouillet-McSorley et la société BOZEL S.A., avec siège social au 2-4, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg, en date du 8 mai 2009, a été dénoncée avec effet au 30 juin 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009081247/13.

(090099401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2009.

Ulysses Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 156.472.728,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.646.

—
Transfert de parts

Il résulte d'un contrat de transfert de parts signé en date du 12 décembre 2008 que SOCIETE GENERALE BANK & TRUST a transféré:

6.647.393 parts sociales ordinaires

1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie A

1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie B

1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie C

1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie D

à: Ulysses Participation S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2009.

Ulysses Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009077748/21.

(090092728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Ulysses Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 125.646.

—
RECTIFICATIF

In the year two thousand and nine, on the eighteenth of March.

Before us Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

(1) SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, a société anonyme, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 6.061 (hereafter "Société Générale"),

(2) Ulysses Participation S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 136.220 (hereafter "Ulysses Participation"),

(3) GSMP V Onshore US, Ltd., a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at George Town, South Church Street, KY, recorded with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 196705,

(4) Parcom Buy Out Fund II B.V., a company incorporated and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at 4-C, Olympia, NL-1213 NT Hilversum, the Netherlands, recorded with the Register of the Chamber of Commerce of Gooi en Eemland under number 32123585,

(5) GSMP V Institutional US, Ltd., a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at George Town, South Church Street, KY, recorded with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 196709,

(6) GSMP V Offshore US, Ltd., a limited company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at George Town, South Church Street, KY, recorded with Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 196707,

all six represented by Ms Catherine Willemyns, licenciée en droit, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of six proxies given under private seal which remained attached and have been registered with the previous notarial deeds, hereinafter referred to, signed and recorded on 22 December 2008 and on 21 January 2009 before the undersigned notary, numbers 1281/08 and 44/09 of her Répertoire.

The above appearing parties are the sole members of Ulysses Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under section B number 125.646 incorporated pursuant to a notarial deed dated 15 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 31 May 2007, number 1015. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 21 January 2009, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereafter the "Company").

The appearing parties, represented as stated above, representing the entire share capital, take the following resolutions:

First resolution

On 12 December 2008, Société Générale and Ulysses Participation entered into a securities transfer agreement whereby Société Générale transferred 6,647,393 ordinary shares, 1,661,848 preferred A shares, 1,661,848 preferred B shares, 1,661,848 preferred C shares and 1,661,848 preferred D shares owned in the Company to Ulysses Participation (hereafter the "Securities Transfer Agreement").

At the extraordinary general meeting held on 22 December 2008, the allocation of the shares resulting from the share capital reduction carried out on 22 December 2008 was erroneously fixed as the Securities Transfer Agreement had not been taken into account.

The allocation of shares resulting from the share capital reduction of 22 December 2008 should thus be fixed as follows:

	Ordinary shares	Preferred A shares	Preferred B shares	Preferred C shares	Preferred D shares
SOCIETE GENERALE BANK & TRUST	487,610,320	121,902,578	121,902,578	121,902,578	121,902,578
Ulysses Participation S.à r.l.	5,962,221,559	1,490,555,417	1,490,555,417	1,490,555,417	1,490,555,417
GSMP V Onshore US, Ltd.	143,255,838	35,813,969	35,813,969	35,813,969	35,813,969
Parcom Buy Out Fund II B.V.	948,604,600	237,151,100	237,151,100	237,151,100	237,151,100
GSMP V Institutional US, Ltd.	13,888,047	3,472,013	3,472,013	3,472,013	3,472,013
GSMP V Offshore US, Ltd.	214,049,215	53,512,318	53,512,318	53,512,318	53,512,318

Second resolution

At the extraordinary general meeting held on 21 January 2009, the allocation of the shares resulting from the share capital reduction carried out on 21 January 2009 was also erroneously fixed as the Securities Transfer Agreement described here above had not been taken into account.

The allocation of shares resulting from the share capital reduction of 21 January 2009 should thus be fixed as follows:

	Ordinary shares	Preferred A shares	Preferred B shares	Preferred C shares	Preferred D shares
SOCIETE GENERALE BANK & TRUST	396,262,991	99,065,747	99,065,747	99,065,747	99,065,747
Ulysses Participation S.à r.l.	5,962,221,559	1,490,555,417	1,490,555,417	1,490,555,417	1,490,555,417
GSMP V Onshore US, Ltd.	143,255,838	35,813,969	35,813,969	35,813,969	35,813,969
Parcom Buy Out Fund II B.V.	948,604,600	237,151,100	237,151,100	237,151,100	237,151,100
GSMP V Institutional US, Ltd.	13,888,047	3,472,013	3,472,013	3,472,013	3,472,013
GSMP V Offshore US, Ltd.	214,049,215	53,512,318	53,512,318	53,512,318	53,512,318

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxy holder of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing proxy holder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

This deed having been read and translated to the proxy holder of the above appearing parties, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le dix-huit mars,

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

(1) SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 6.061 (ci-après "Société Générale");

(2) Ulysses Participation S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 136.220 (ci-après "Ulysses Participation");

(3) GSMP V Onshore US, Ltd., une limited Company constituée selon les lois des îles Cayman, ayant son siège social à George Town, South Church Street, KY, inscrite au Registre des Sociétés des îles Cayman sous le numéro 196705,

(4) Parcom Buy Out Fund II B.V., une société constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au 4-C, Olympia, NL-1213 NT Hilversum, les Pays-Bas, inscrite au Registre de la Chambre de Commerce de Gooi en Eemland sous le numéro 32123585,

(5) GSMP V Institutional US, Ltd., une limited Company constituée selon les lois des îles Cayman, ayant son siège social à George Town, South Church Street, KY, inscrite au Registre des Sociétés des îles Cayman sous le numéro 196709,

(6) GSMP V Offshore US, Ltd., une limited Company constituée selon les lois des îles Cayman, ayant son siège social à George Town, South Church Street, KY, inscrite au Registre des Sociétés des îles Cayman sous le numéro 196707,

toutes les six ici représentées par Mademoiselle Catherine Willemyns, licenciée en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu de six procurations sous seing privé qui sont restées annexées et enregistrées avec les actes notariés, ci-dessous référencés, signés par devant le notaire soussigné en date des 22 décembre 2008 et 21 janvier 2009, numéros 1281/08 et 44/09 de son répertoire.

Les parties comparantes sont les seules associés de Ulysses Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 125.646 constituée suivant acte notarié en date du 15 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 31 mai 2007, numéro 1015. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 janvier 2009, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la "Société").

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, prennent ensuite les résolutions suivantes:

Première résolution

Le 12 décembre 2008, Société Générale et Ulysses Participation ont conclu un contrat de transfert de parts de la Société par lequel Société Générale a transféré 6.647.393 parts sociales ordinaires, 1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie A, 1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie B, 1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie C, et 1.661.848 parts sociales préférentielles de catégorie D détenues dans la Société à Ulysses Participation (ci-après le "Contrat de Transfert de Parts").

Lors de l'assemblée générale extraordinaire 22 décembre 2008, l'affectation des parts résultant de la réduction du capital social réalisée le 22 décembre 2008 a été fixée de manière erronée vu que le Contrat de Transfert de Parts n'a pas été pris en compte.

L'affectation des parts résultant de la réduction du capital social du 22 décembre 2008 doit donc être fixée comme suit:

	Parts sociales ordinaires	Parts sociales préférentielles de catégorie A	Parts sociales préférentielles de catégorie B	Parts sociales préférentielles de catégorie C	Parts sociales préférentielles de catégorie D
SOCIETE GENERALE BANK & TRUST	487.610.320	121.902.578	121.902.578	121.902.578	121.902.578
Ulysses Participation S.à r.l.	5.962.221.559	1.490.555.417	1.490.555.417	1.490.555.417	1.490.555.417
GSMP V Onshore US, Ltd.	143.255.838	35.813.969	35.813.969	35.813.969	35.813.969
Parcom Buy Out Fund II	948.604.600	237.151.100	237.151.100	237.151.100	237.151.100

B.V.					
GSMP V Institutional US, Ltd.	13.888.047	3.472.013	3.472.013	3.472.013	3.472.013
GSMP V Offshore US, Ltd.	214.049.215	53.512.318	53.512.318	53.512.318	53.512.318

Deuxième résolution

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 21 janvier 2009, l'affectation des parts résultant de la réduction du capital social réalisée le 21 janvier 2009 a également été fixée de manière erronée vu que le Contrat de Transfert de Parts décrit ci-dessus n'a pas été pris en compte.

L'affectation des parts résultant de la réduction du capital social du 21 janvier 2009 doit donc être fixée comme suit:

	Parts sociales ordinaires	Parts sociales préférentielles de catégorie A	Parts sociales préférentielles de catégorie B	Parts sociales préférentielles de catégorie C	Parts sociales préférentielles de catégorie D
SOCIETE GENERALE BANK & TRUST					
	396.262.991	99.065.747	99.065.747	99.065.747	99.065.747
Ulysses Participation S.à r.l.	5.962.221.559	1.490.555.417	1.490.555.417	1.490.555.417	1.490.555.417
GSMP V Onshore US, Ltd.	143.255.838	35.813.969	35.813.969	35.813.969	35.813.969
Parcom Buy Out Fund II					
B.V.	948.604.600	237.151.100	237.151.100	237.151.100	237.151.100
GSMP V Institutional US, Ltd.	13.888.047	3.472.013	3.472.013	3.472.013	3.472.013
GSMP V Offshore US, Ltd.	214.049.215	53.512.318	53.512.318	53.512.318	53.512.318

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes prémentionnées, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. WILLEMYNS et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 mars 2009. LAC / 2009 / 10864. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 8 avril 2009.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2009077746/7241/166.

(090092728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Atrinity Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 76.289.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. SCHMITZ

Administrateur

Référence de publication: 2009077741/11.

(090091726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

SIFI, Société d'Investissement et de Financement Internationale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 105.667.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

N. SCHMITZ

Administrateur

Référence de publication: 2009077743/11.

(090091773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Eurofield S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 37.993.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2008 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EUROFIELD S.A.

Société Anonyme Holding

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009077883/14.

(090092592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Hetman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 45.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077880/10.

(090092800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

S.E.E. Société d'Etudes et d'Evaluations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 43, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 119.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077879/10.

(090092806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

BMF Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8356 Garnich, 19, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 38.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077878/10.

(090092812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Service Station Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7546 Rollingen, 12, rue Alphonse Sinner.

R.C.S. Luxembourg B 95.456.

Le bilan consolidé au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2009.

Stéphanie Paché.

Référence de publication: 2009077877/10.

(090092825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Sound Crash A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-9648 Erpeldange (Eschweiler), 2, An der Breck.

R.C.S. Luxembourg F 7.993.

—
STATUTS

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une association sans but lucratif sous la dénomination de Sound Crash, dans le sens de la loi du 21 avril 1928.

Art. 2. Son siège social est établi dans la commune d'Eschweiler à l'adresse suivante désignée par le comité:

2, an der Breck

L-9648 Erpeldange/Eschweiler

Art. 3. La durée de l'association est illimitée.

Art. 4. L'association a pour but l'animation musicale à l'occasion de manifestations diverses.

Art. 5. L'association se compose de membres actifs. Le nombre des membres ne peut être inférieur à trois.

Art. 6. La qualité de membre actif peut être acquise par toute personne qui accepte les conditions et obligations suivantes:

- présenter une demande à cette fin au comité,
- remplir les conditions de camaraderie qui sont la base de l'association.

Le mineur qui désire adhérer à l'association doit présenter une autorisation écrite du père, de la mère ou du tuteur. Le comité décide souverainement des demandes d'admission de membres actifs, qui lui sont adressés. Le refus de l'association ne doit pas être motivé.

Art. 7. La qualité de membre se perd par démission ou par exclusion. Tout membre de l'association peut s'en retirer à tout moment en adressant une lettre au comité.

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des membres présents pour motifs graves, tels que refus de se conformer aux statuts, aux règlements ou aux décisions des organes de l'association, comportement préjudiciable à l'association ou incompatibilité avec l'honnêteté et l'honneur. L'intéressé doit être au préalable entendu en ses explications par le comité.

Art. 8. L'assemblée générale représente l'ensemble des membres actifs. Entrent notamment dans les attributions de l'assemblée générale:

- l'approbation des comptes de l'exercice écoulé et des projets budgétaires,
- la décharge à donner en comité et aux réviseurs de caisse,
- la nomination et la révocation des membres du comité et de deux réviseurs de caisse,
- la dissolution de l'association et la nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs,
- les modifications à apporter aux statuts de l'association.

Art. 9. L'assemblée générale est ordinaire ou extraordinaire. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au courant des deux premiers mois suivant la clôture de l'exercice désignés par le comité.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le comité quand l'ordre du jour porte sur une modification des statuts, et, d'une manière générale et chaque fois que le comité le juge nécessaire dans l'intérêt de l'association.

L'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée endéans un délai d'un mois:

- lorsque le comité en est requis par lettre recommandée d'un cinquième au moins des membres,
- lorsque la majorité des membres élus du comité est démissionnaire.

Art. 10. Tous les membres actifs peuvent prendre part à l'assemblée. Pour prendre part aux délibérations, un membre doit être âgé de 18 ans révolus.

Art. 11. Les membres actifs sont convoqués à l'assemblée générale par avis postal contenant l'ordre du jour et expédié deux semaines au moins avant la date de l'assemblée. Si l'assemblée est appelée à se prononcer sur une modification des statuts, le texte des dispositions statutaires proposées sera joint à la convocation. L'ordre du jour est arrêté par le comité. Toute proposition, présentée par écrit au comité au moins huit jours avant l'assemblée par un nombre de membres égal au vingtième doit être porté à l'ordre du jour.

Art. 12. L'assemblée générale est présidée par le président du comité, ou, à son défaut, par le membre désigné par le comité.

Les membres du comité font fonction de bureau de l'assemblée. Pour les élections, l'assemblée générale désignera un bureau de vote composé de trois membres.

Art. 13. L'assemblée peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présentés ou représentés et les décisions sont prises à la majorité simple des voix valablement représentés.

Art. 14. Le comité est l'organe administratif et exécutif de l'association. Le nombre des membres ne peut être inférieur à 3. Les candidatures pour un mandat de membre de comité doivent parvenir au comité au plus tard huit jours avant la date fixée pour l'assemblée générale.

Pour être élu, un candidat doit obtenir plus de la moitié des voix exprimées par des votes valablement émis des membres présents. La durée du mandat d'un élu est de trois ans. Un sortant est rééligible.

Art. 15. Le comité a les pouvoirs de disposition et d'administration les plus étendus pour la gestion générale des affaires de l'association et la poursuite de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à d'autres organes de l'association est de sa compétence. Entrent notamment dans les attributions du comité:

- tous les actes judiciaires et extrajudiciaires,
- la sauvegarde de l'intérêt général et du prestige de l'association,
- l'approbation du règlement intérieur et des modifications qui pourraient y être apportées,
- l'organisation des manifestations,
- la convocation de l'assemblée générale et la fixation de son ordre du jour,
- l'établissement des comptes de l'exercice et des prévisions budgétaires,
- le comité peut déléguer des pouvoirs pour des affaires déterminées à un ou plusieurs de ses membres; il peut se faire assister dans l'exercice de ses fonctions par des tiers ou par des commissions temporaires ou permanentes et les charger d'étudier, d'organiser ou d'exécuter certaines affaires déterminées.

Art. 16. Chaque année après l'assemblée générale, les membres du comité désignent parmi eux pour un terme d'un an, le président, le ou les vice-présidents, le secrétaire et le trésorier. En cas d'empêchement du président, les attributions qui lui sont données par les statuts et les usages sont exercées dans l'ordre des fonctions mentionnées au 1^{er} alinéa du présent article. Au cas où il y a des vice-présidents, les attributions en question sont données au plus âgé.

Art. 17. Le comité se réunit sur convocation du président chaque fois que l'intérêt de l'association l'exige ou que trois membres du comité le demandent. En général, les réunions devront avoir lieu ou moins une fois toute les six semaines. Le comité décide valablement si la moitié au moins de ses membres est présente.

Art. 18. L'association est engagée en toute circonstance par la signature d'un des membre du comité.

Art. 19. L'exercice comptable et social de l'association commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. En cas de dissolution de l'association, pour quelque motif que ce soit, l'assemblée générale donnera au fonds de l'association, après acquittement du passif, une affectation qui se rapproche le plus possible de l'objet social en vue duquel l'association a été constituée. La dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres ayant droit de vote.

Art. 21. Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale du 19 avril 2009.

Membres fondateurs:

- Président:

Hendriks Lex
2, an der Breck
L-9648 Erpeldange (Eschweiler)
Luxembourgeoise

- Vice-président:

Reitz Pierre
68, Hauptstrooss
L-9972 Lieler Luxembourgeoise

- Trésorier:

Schmitz Tessy
Maison 73

L-9956 Hachiville
Luxembourgeoise

- Secrétaire:

Weber Tora
43, Rue Des Remparts
L-9555 Wiltz
Luxembourgeoise

- Réviseur de caisse n° 1:

Jemming Jean-Claude
47, Rue Principale
L-9772 Troine
Luxembourgeoise

- Réviseur de caisse n° 2:

Jeusette Lionel
Maison 10
L-9645 Derenbach Belge
Adresse de correspondance:

Hendriks Lex
2, an der Breck
L-9648 Erpeldange/Eschweiler

Référence de publication: 2009077841/122.

(090092959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

R-Solution, Société Anonyme.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

R.C.S. Luxembourg B 124.412.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077892/10.

(090092562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

R-Cube, Société Anonyme.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

R.C.S. Luxembourg B 113.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077891/10.

(090092568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Immo-R, Société Anonyme.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

R.C.S. Luxembourg B 93.736.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077893/10.

(090092558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Valley Park, Société Anonyme.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.
R.C.S. Luxembourg B 72.460.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077886/10.

(090092573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Unicapital & Co, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 99.613.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

UNICAPITAL SA

Le Gérant Associé Commandité

Giovanni Garcea / Cristina Levis

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009077556/14.

(090091823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Mumtaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 28, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 60.135.

Le bilan au 31 décembre 1998 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2009077574/10.

(090092412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Progress Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 28, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 94.714.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signatures.

Référence de publication: 2009077573/10.

(090092349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Mumtaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 28, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 60.135.

Le bilan au 31 décembre 1999 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2009077575/10.

(090092410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Progress Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 28, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 94.714.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signatures.

Référence de publication: 2009077572/10.

(090092352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Wimeb SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 85.127.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire tenue le 17 juin 2009

1. Les mandats de Maître Albert WILDGEN, Maître François BROUXEL et de Maître Pierre METZLER au poste d'administrateur de la Société ont été renouvelés jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 31.12.2009.

2. Le mandat du commissaire aux comptes de Madame Alba SCHERER, demeurant professionnellement à Luxembourg, a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 31.12.2009.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2009077401/14.

(090091954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Piranha Snacks S.A., Société Anonyme,**(anc. W.B.M. S.A.).**

Siège social: L-8365 Hagen, 37, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 116.675.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 3 juin 2009.

Pour la société

Me Martine DECKER

Notaire

Référence de publication: 2009077376/241/14.

(090092088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Monalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 45.986.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077488/10.

(090092016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Adleek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 90.936.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077489/10.

(090092014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Modern Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 68.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077490/10.

(090092010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Estournel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 82.687.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077491/10.

(090092068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Matarrese S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Brasserie-Pizzeria MATARRESE s.à r.l.).

Siège social: L-7619 Larochette, 34, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 40.278.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2009.

Pour la société

Paul DECKER

Le notaire

Référence de publication: 2009077367/206/14.

(090092458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Joly Beteiligung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 54.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077492/10.

(090092065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Copper Box Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 125.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077493/10.

(090092060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Freund Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077494/10.

(090092056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Lootti International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 31.368.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077495/10.

(090092054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Opal Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 88.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077496/10.

(090092043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Dikama Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 69.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077487/10.

(090092017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Kasex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 41.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077497/10.

(090092041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Globexport Rako S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 50.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077498/10.

(090092039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2009.

Queristics Europroperty Holding, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 104.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QUERISTICS EUROPROPERTY HOLDING

SGG S.A.

Agent Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009077989/14.

(090092500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Queristics Finance, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 104.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QUERISTICS FINANCE

SGG S.A.

Agent Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009077990/14.

(090092498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Brück Rohrverbindungen Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 39.711.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077975/10.

(090092945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Baumeister-Haus Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 30.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077954/10.

(090092525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Admy Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2841 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 15.534.

Les comptes annuels au 28 février 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009077951/10.

(090093051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Catella Property Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 125.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009077952/10.

(090093052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2009.

Whitemark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.893.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 23 avril 2009

1. Monsieur Markus Dirk HOOGSTAD a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
2. Le nombre de gérants de catégorie A a été augmenté de 1 (un) à 2 (deux).
3. Monsieur Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Eric MAGRINI, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Whitemark S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009071388/21.

(090084540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Office Park Findel F4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 80.489.

Bestellung des Wirtschaftsprüfers für das am 31. Dezember 2009 endende Geschäftsjahr

In der ordentlichen Generalversammlung der OFFICE PARK FINDEL F4 S.A. am 29. Mai 2009 wurde Deloitte, Dr. Wollert - Dr. Elmendorff S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, zum Wirtschaftsprüfer der OFFICE PARK FINDEL F4 S.A. für das am 31. Dezember 2009 endende Geschäftsjahr bestellt. Die Bestellung endet mit dem Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2010.

Bestellung von Herrn Matthias Gerloff in den Verwaltungsrat

Die ordentliche Generalversammlung der OFFICE PARK FINDEL F4 S.A. vom 29. Mai 2009 hat Herrn Matthias Gerloff mit Wirkung zum 5. Mai 2009 in den Verwaltungsrat der OFFICE PARK FINDEL F4 S.A. bestellt. Er übernimmt das Amt des stellvertretenden Verwaltungsratsvorsitzenden. Herr Alexander Eggert, der das Amt des stellvertretenden Verwaltungsratsvorsitzenden vorübergehend übernommen hatte, wird wieder zum ordentlichen Verwaltungsratsmitglied. Die Amtszeit aller Verwaltungsratsmitglieder endet mit Abschluss der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014, die über den Jahresabschluss 2013 beschließt. Die Berufsadresse der beiden Herren lautet: Caffamacherreihe 8, D-20355 Hamburg, Deutschland.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OFFICE PARK FINDEL F4 S.A.
308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
Unterschriften

Référence de publication: 2009071549/24.

(090084483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Match Sud S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 75, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 22.970.

Extrait des décisions collectives ordinaires prises à la Réunion des associés tenue à Strassen le 02 Juin 2009

Nomination statutaire

Les associés décident à l'unanimité, de prolonger le mandat de Réviseur de Ernst & Young représenté par Monsieur Werner Weynand et dont le siège social est au n° 7 Parc d'Activité L-5365 Munsbach pour une durée d'un an échéant à l'issue de la réunion des Associés qui se tiendra en 2010.

Strassen, le 03 Juin 2009.
Pour extrait conforme
Marc TRICOT
Gérant

Référence de publication: 2009071363/16.

(090084647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

ColStadia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 115.764.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009071838/10.

(090084425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.

Aurora Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 66.106.

Par la présente la société ALPHA ACCOUNTING A.G. vous présente sa démission en qualité d'Administrateur-délégué de votre société, Aurora Invest S.A.; et ce avec effet immédiat.

Le 09 Juin 2009.
ALPHA ACCOUNTING AG
Signature

Référence de publication: 2009071874/12.

(090084410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2009.
